

Rapport d'activité 2021



Rapport d'activité 2021



Sommaire

Édito du Président	3
L'Assemblée départementale	4
Organisation des services	6
Édito du Directeur général des services départementaux	7
Les temps forts	8
La Gironde solidaire et fraternelle	11
Insérer et inclure	4
Accompagner la jeunesse	6
Soutenir l'autonomie	8
Protéger l'enfant et la famille	12
Promouvoir la santé	14
Au plus près des Girondines et des Girondins	16
La Gironde équitable	19
Accompagner les territoires	20
Produire mieux, manger sain	22
Faire vivre la culture	24
Parier sur la jeunesse	26
Favoriser les déplacements durables	28
Résorber la fracture numérique	30
Permettre une politique inclusive de l'habitat	32
La Gironde responsable	35
Maîtriser ses finances, au service des politiques publiques	36
Responsabiliser ses actions	40
Mettre en valeur les moyens humains	42
Préserver les espaces naturels et promouvoir la biodiversité	44
Valoriser les ressources	46
Gérer durablement le patrimoine	48
La Gironde citoyenne	51
Favoriser la participation citoyenne	52
Encourager toutes les pratiques sportives	54
Sensibiliser aux enjeux d'aujourd'hui et de demain	56
Améliorer l'information et l'accessibilité des services publics	58

Édito



L'année 2021 est encore l'héritière des difficultés occasionnées par les conséquences du Covid. Le Département s'est fortement mobilisé pendant et après la crise afin de venir en aide aux plus fragiles, qui sont toujours les premiers et les plus durement frappés ; et atténuer les impacts sociaux, sanitaires et économiques sur notre territoire. Nous avons démontré notre engagement face à la crise sanitaire, et tout en répondant à l'urgence, nous avons œuvré dans la prospective afin d'ouvrir des perspectives. Nous continuerons, tout au long du mandat, à manifester cet esprit résilient qui anime le Département.

Qui dit nouveau mandat dit confiance renouvelée : nous devons nous montrer à la hauteur des besoins et des rêves de celles et ceux qui attendent de nous des actes et l'application de nos orientations communes, destinées à poursuivre la construction collective d'une Gironde solidaire, inclusive, équitable, responsable et citoyenne.

Vous pourrez le constater dans ce rapport d'activités qui expose l'ensemble des services publics rendus par les agent.e.s du Département et l'ampleur de leurs actions, profondément ancrées dans le quotidien des Girondines et des Girondins mais aussi des communes, des associations et des entreprises avec lesquels nous entretenons et tissons les relations qui font la force et la richesse de notre territoire.

En 2021, nous avons prouvé une fois de plus que le Département de la Gironde sait innover pour surmonter les obstacles et garantir le service public en temps de crise. Pour les années futures, ne transigeons pas : sans rien perdre de notre lucidité sur la crise et ses dégâts, agissons pour toutes et tous, partout.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "JLG".

Jean-Luc GLEYZE,
Président du Département de la Gironde

L'Assemblée départementale

Le Président



Jean-Luc GLEYZE
Conseiller départemental
du Sud Gironde

15 Vice-présidentes et présidents :

Elles et ils travaillent aux côtés du Président, chacune et chacun ayant en charge un secteur d'intervention spécifique.



Christine BOST
1^{re} Vice-présidente chargée de l'aménagement territorial, des coopérations et du tourisme



Pascale GOT
Vice-présidente chargée de la protection de l'environnement, des espaces naturels sensibles et de la gestion des risques



Arnaud ARFEUILLE
Vice-président chargé des ressources humaines, de l'administration générale, des finances et de la modernisation de l'action publique



Stéphane LE BOT
Vice-président chargé de l'agriculture, de l'alimentation, des mers et des forêts



Isabelle DEXPERT
Vice-présidente chargée des politiques éducatives et des collèges



Sophie PIQUEMAL
Vice-présidente chargée de l'urgence sociale, de l'habitat, de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire



Martine JARDINÉ
Vice-présidente chargée du développement social, de la prévention et de la parentalité de la petite enfance à la jeunesse



Carole GUERE
Vice-présidente chargée des dynamiques associative, sportive et culturelle



Sébastien SAINT-PASTEUR
Vice-président chargé de l'accès aux droits, de la santé, du numérique, des services publics de proximité et de la technologie civique



Jean GALAND
Vice-président chargé des mobilités et des infrastructures



Laure CURVAL
Vice-présidente chargée de la transition écologique et du patrimoine



Romain DOSTES
Vice-président chargé de la politique des aînés et du lien inter-générationnel



Marie-Claude AGULLANA
Vice-présidente chargée de la protection de l'enfance



Matthieu MANGIN
Vice-président chargé de la communication et de l'information aux citoyens



Jean-François EGRON
Vice-président chargé du handicap, de l'inclusion, de l'habitat et mobilité adaptés

Les Conseillères départementales et Conseillers départementaux

Chaque binôme femme/homme représente un canton et est élu pour 6 ans.



BORDEAUX 1
● Wiame BENYACHOU
● Romain DOSTES



BORDEAUX 2
● Laurence DESSERTINE
● Michel DUFRANC



BORDEAUX 3
● Géraldine AMOURoux
● Gérald CARMONA



BORDEAUX 4
● Aline MOUQUET
● Vincent MAURIN



BORDEAUX 5
● Eve DEMANGE
● Matthieu MANGIN



TALENCE
● Maud DUMONT
● Bruno BÉZIADE



VILLENAVE-D'ORNON
● Martine JARDINÉ
● Jacques RAYNAUD



CENON
● Nathalie LACUEY
● Jean-François EGRON



LORMONT
● Martine COUTURIER
● Philippe QUERTINMONT



LE BOUSCAT
● Fabienne DUMAS
● Dominique VINCENT



MÉRIGNAC 1
● Carole GUERE
● Alain CHARRIER



MÉRIGNAC 2
● Marie RÉCALDE
● Arnaud ARFEUILLE



PESSAC 1
● Laure CURVALE
● Bernard GARRIGOU



PESSAC 2
● Agnès DESTRIAUX
● Sébastien SAINT-PASTER



PRESQU'ÎLE
● Valérie DROUHAUT
● Hubert LAPORTE



LES PORTES DU MÉDOC
● Christine BOST
● Philippe DUCAMP



SAINT-MÉDARD-EN-JALLES
● Agnès VERSEPUY
● Jacques MANGON



CRÉON
● Céline GOEURY
● Christophe VIANDON



ENTRE-DEUX-MERS
● Marie-Claude AGULLANA
● Nicolas TARBES



LES COTEAUX DE DORDOGNE
● Liliane POIVERT
● Jacques BREILLAT



LIBOURNAIS FRONSADAIS
● Agnès SÉJOURNET
● Jean GALAND



NORD-GIRONDE
● Célia MONSEIGNE
● Florian DUMAS



ESTUAIRE
● Valérie GUINAUDIE
● Louis CAVALEIRO



NORD-MÉDOC
● Michelle SAINTOUT
● Stéphane LE BOT



SUD-MÉDOC
● Pascale GOT
● Dominique FÉDIEU



ANDERNOS-LES-BAINS
● Marie LARRUE
● Philippe DE GONNEVILLE



GUJAN-MESTRAS
● Karine DESMOULIN
● Cédric PAIN



LA TESTE-DE-BUCH
● May ANTOUN
● Patrick DAVET



LA BRÈDE
● Corinne MARTINEZ
● Bernard FATH



LANDES DES GRAVES
● Sophie PIQUEMAL
● Hervé GILLÉ



SUD-GIRONDE
● Isabelle DEXPERT
● Jean-Luc GLEYZE



RÉOLAIS ET BASTIDES
● Christelle GUIONIE
● Daniel BARBE



NORD-LIBOURNAIS
● Michelle LACOSTE
● Sébastien LABORDE

Majorité départementale :

- Groupe socialiste et apparentés
- Europe Écologie Les Verts - groupe Écologie et Solidarités
- Parti Communiste Français

Opposition :

- Gironde Avenir, Union de la Droite et du Centre

Organisation des services



Édito



Comme le rappelait Pierre Dac, « les prévisions sont difficiles, surtout lorsqu'elles concernent l'avenir. » Avec l'exercice annuel du rapport d'activité, nous échappons par définition au risque de nous tromper puisque ce document obligatoire a pour finalité de retracer des politiques publiques déjà menées.

Le caractère prédictif du rapport d'activité 2021 n'est cependant pas totalement absent. Cette invitation à revisiter des actes accomplis permet aussi de juger la pertinence des choix arrêtés. Au regard des chocs vécus par notre territoire en 2022, des incendies monstrueux qui ont touché la Gironde cet été à la répétition des épisodes caniculaires, nous sommes en droit de constater rétrospectivement la justesse des orientations prises.

La Gironde n'a jamais été aussi solidaire et fraternelle. Dans un contexte toujours dominé par la pandémie de la Covid 19 et ses conséquences sociales, le Département a su renforcer sa présence auprès des plus fragiles. Il a protégé les enfants et les familles, accompagné les jeunes Girondines et Girondins et soutenu l'autonomie. Il a développé le « aller vers » et facilité l'accès à la santé grâce au vaccibus. Il a soutenu l'économie et l'emploi en augmentant ses investissements.

La Gironde n'a jamais été aussi équitable. Afin de renforcer l'équilibre entre les territoires, le Département a agi au service d'un développement solidaire des communes. Il a aidé à mieux manger et à manger local. Il a encouragé l'accès à la culture pour toutes et pour tous. Il a ouvert les 5 premiers collèges du plan collèges. Il a favorisé les mobilités durables. Il a poursuivi la construction du réseau public de fibre optique. Il a renforcé sa politique inclusive de l'habitat.

La Gironde n'a jamais été aussi exemplaire. Conformément à sa stratégie d'une Gironde résiliente, le Département a répondu aux défis du changement climatique en préservant toujours plus d'espaces naturels. Il a valorisé les ressources en eau. Il a agi en faveur de la prévention des risques. Il a accompagné activement le SDIS 33. Il a intégré comme fil rouge de sa gestion patrimoniale la transition énergétique.

La Gironde n'a jamais été aussi citoyenne. Afin d'encourager la capacité à agir des Girondines et des Girondins, le Département a réalisé en 2021 les projets de son premier budget participatif. Il a amélioré l'accessibilité de ses services.

En un mot, la Gironde est actrice de son destin en conjuguant volontairement devoirs de réparation et de préparation, tout en s'engageant dans une démarche d'amélioration continue de sa qualité de service et de gestion.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Renaud HELFER-AUBRAC".

Renaud HELFER-AUBRAC,
Directeur Général des Services

Temps forts en 2021

janvier

4 janvier 2021

Pose de la première pierre du collège Ginko

18 janvier 2021

Le Département lance une campagne de vaccination auprès des soignants

29 janvier 2021

Journée « Cybersécurité, la Gironde contre-attaque »

février

2 et 3 février 2021

Premier baromètre de Solutions solidaires

22 février 2021

Pose de la première pierre de la maison de l'Artolie

mars

8 mars 2021

Le Département s'emploie pour la Journée internationale des droits des femmes

25 mars 2021

La MDPH et le Département lancent une mini-série « Parlons bien, parlons droits »

juillet

1^{er} juillet 2021

Installation des nouveaux élus du conseil départemental

3 juillet 2021

Concerts et animations par Demos à Nodris

24 juillet 2021

Le phare du Cordouan inscrit au Patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO

août

1^{er} août 2021

Le Département reconduit le dispositif « RSA et saison »

septembre

2 septembre 2021

Première rentrée du Plan collège ambition

Ouverture du collège de Marsas

22 septembre 2021

Signature de la Charte Département Aidant Alzheimer et Ville Aidante Alzheimer

25 septembre 2021

Inauguration du centre aquatique de la communauté de communes du secteur de Saint-Loubès

avril

8 avril 2021

Certification de parcours de bains de forêt à Hostens

avril 2021

Le Département remet des véhicules aux entreprises d'insertion et épiceries solidaires

mai

4 au 8 mai 2021

Tournée des marchés

Le Département est parti à la rencontre des Girondines et Girondins en partenariat avec France Bleu

18 mai 2021

La bonne gestion des finances du Département récompensée par l'agence Standard & Poors

29 mai 2021

Forum « parcours autisme et handicap » à Nodris

juin

12 juin 2021

Le Département propose des actions de dépistages gratuits dans le cadre du Mois des fiertés

30 juin 2021

Le Département et la Fédération française de rugby à XIII s'engagent contre les discriminations et pour une Gironde 100 % inclusive

octobre

15 octobre 2021

Inauguration du centre Gisèle Halimi à Bordeaux, soutenu par le Département dans le cadre de sa lutte contre les violences faites aux femmes

30 octobre 2021

La Gironde met ses athlètes olympiques et paralympiques à l'honneur

novembre

20 novembre 2021

Début de l'exposition « Ils y viennent tous... au cinéma ! » aux archives départementales

24 novembre 2021

Installation d'ombrières photovoltaïques sur l'aire de covoitage du Peyrat à Saint-André-de-Cubzac

30 novembre 2021

Inauguration des « Bulles girondines »

décembre

11 décembre 2021

Ouverture officielle du contournement de Fargues-Saint-Hilaire

18 décembre 2021

Collecte des coquilles d'huîtres pour remblayer les carrières souterraines

décembre 2021

Campagne « Passez au covoitage »





La Gironde solidaire et fraternelle

En 2021, alors que les effets de la crise sanitaire se sont fait durablement ressentir, combinés avec un climat social complexe et incertain, le Département a fait preuve d'une solidarité renforcée. Insertion, jeunesse, autonomie, protection de l'enfance et de la famille, promotion de la santé, sur tous ces fronts, la collectivité départementale a redoublé de vigilance.

I. La solidarité au cœur de l'ADN du Département

II. Les Maisons du Département, pourvoyeuses de solidarité



Insérer et inclure

Au-delà de la gestion du droit et de l'allocation RSA, le Département élabore et anime le Programme Départemental d'Insertion (PDI) et le Pacte Territorial d'Insertion (PTI), qui se déclinent sur l'ensemble du territoire girondin. La prévention mais aussi la lutte contre les vulnérabilités et l'inclusion sont au rang de ces missions prioritaires. L'appui à l'accès aux droits et au déploiement d'initiatives contribue au renforcement du pouvoir d'agir des Girondines et des Girondins.

CHIFFRES CLÉS

3 500

foyers accompagnés dans le cadre de l'aide alimentaire

53

centres sociaux et culturels soutenus

298 868

heures de travail réalisées via la clause sociale soit 187 équivalents temps plein

Une offre d'insertion par l'activité économique pour les allocataires du RSA étendue en Gironde

Le Pacte Ambition IAE (insertion par l'activité économique), décidé en 2019, vise à augmenter l'offre dans ce champ d'activité. Le Département a participé à cette dynamique en **conventionnant en 2021 avec 3 nouvelles structures au titre de sa politique d'insertion en faveur des allocataires du RSA : Les Détritivores, La Recyclerie Phénix, Les chantiers des Coteaux**. Ainsi par exemple, les Chantiers des Coteaux, qui est un atelier chantier insertion issu de l'entreprise d'insertion des Paysages des Coteaux, situé à Lormont, propose des emplois liés aux métiers du paysage, de l'entretien et création d'espaces verts. La création de cet atelier chantier insertion portait la volonté de s'ouvrir davantage au public des femmes en raison du besoin repéré sur le territoire et propose pour cela des horaires de travail adaptés aux problématiques de garde d'enfant.

158
entrepreneurs

ALLOCATAIRES DU RSA
ONT BÉNÉFICIÉ D'UNE AIDE
POST-COVID

Un dispositif en faveur de la relance de l'activité des travailleurs indépendants allocataires du RSA dans l'après Covid.

158 entrepreneurs en Gironde ont bénéficié du dispositif exceptionnel voté en 2020 et adressé aux travailleurs indépendants au RSA.

Cette aide à la relance a visé trois objets : la relance des activités (pour 44 %), le soutien au maintien des activités (pour 28 %), le financement d'investissements (pour 29 %).

35 épiceries sociales

FINANCIÉES
EN 2021

En termes d'impact, si la sortie pérenne du dispositif RSA reste complexe à analyser, les chiffres présentés reflètent la situation des travailleurs indépendants financés sur le premier semestre 2021 sur la base des déclarations des allocataires :

- **41 %** d'entre eux ne bénéficient plus du RSA,
- **43 %** perçoivent la prime d'activité en complément du RSA.

Solidarité Alimentaire

Le Département se tient aux côtés des têtes de réseaux de l'aide alimentaire qui œuvrent sur le territoire girondin (Banque Alimentaire, Restos du cœur, Secours populaire, Équipes Saint Vincent, Croix rouge...), et qui sont en première ligne pour répondre aux urgences alimentaires.

Il accompagne également un certain nombre d'initiatives nouvelles, nées de la crise sanitaire, par le biais de l'Appel à Initiatives Locales de Développement Social (AILDS) : ateliers cuisines, paniers solidaires, distributions et/ou portage de colis alimentaires, repas collectifs...

Enfin, le Département a financé en 2021 35 épiceries solidaires, qui constituent de véritables outils de développement social, leviers de solidarité et de capacité citoyenne, au service d'une prise en compte globale de la personne.

L'Appel à Initiatives Locales de Développement Social (AILDS)

En 2021, l'AILDS a permis de soutenir **285 actions**. Ces actions sont prioritairement orientées sur le vivre ensemble, la citoyenneté et le bien-être mais aussi l'inclusion numérique et l'intergénérationnalité.

Ainsi par exemple, l'« **Action Phare LEPLI - Sans haches et sans fusils (Bordeaux – 2021)** » résulte d'un échange avec les associations de la Métropole d'hébergement d'urgence et d'accompagnement pour les femmes en grande précarité. Pour ces femmes dont l'urgence première est de retrouver une situation stable, à savoir un logement et un travail, le soin, qui passe par la reconstruction d'une image positive de soi-même, est relégué au second plan. Ente action sociale et médiation culturelle, « Sans haches et sans fusils », vise à **accompagner ces femmes dans des expériences oratoires et artistiques** afin de travailler sur l'autoperception, la résilience et la capacité d'agir.





Accompagner la jeunesse

Le Département se donne pour ambition de favoriser l'autonomie des jeunes, ainsi que leur implication sociale et citoyenne. Il vise la réussite scolaire et l'égal accès aux savoirs des collégiennes et collégiens.

CHIFFRES CLÉS

13 165
bourses
départementales
au titre de l'année
2020-2021

27 projets
de vacances pour tous
pour 856 jeunes

13^e édition
du Prix collégien,
49 clubs de lecture

5 000
offres de stages
de 3^e sur l'année
scolaire 2021-2022

Répondre à la précarité des jeunes, la mise en place du CAP'J CRISE

Ce dispositif, voté en assemblée plénière en avril 2021, est destiné aux jeunes de 18 à 29 ans. Il est une adaptation expérimentale d'une durée de 18 mois du CAP'J classique pour répondre à la précarité des jeunes liée à la crise sanitaire. **L'objectif du CAP'J Crise est ainsi d'apporter une nouvelle réponse, rapide et concrète à l'ensemble des jeunes y compris les étudiants pour faire face à la situation de crise liée à la Covid 19 et au constat alarmant de l'augmentation de leur précarité.** Ce dispositif permet de proposer à tous les jeunes, pour lesquels la crise et ses conséquences ont un impact sur leur parcours d'insertion, de formation initiale ou continue, un dispositif financier leur permettant de sécuriser leur situation, en mettant en place un accompagnement social et/ou socio-professionnel. Le montant total des aides est plafonné à 3 000 € sur une durée variable de 3 à 12 mois. Par ailleurs, pour faciliter l'accès à ce dispositif, les jeunes souhaitant y prétendre ont la possibilité de faire la demande sur le site internet du Département. En 2021, 60 % des bénéficiaires sont des jeunes en insertion, 30 % étudiants et 10 % en formation continue.

Renouvellement de l'opération des plateformes de repérage et d'accompagnement des jeunes #Réa'J

Trois territoires ruraux sont concernés : Haute Gironde/Libournais, Médoc et Sud Gironde. L'action des plateformes, dont le marché a été attribué à Anthéa RH, s'adresse toujours à un public NEET (acronyme qui désigne des jeunes qui ne sont pas en emploi, en études, ou en formation) mais également aux jeunes avec moins d'opportunité (JAMO). Il s'agit de mettre en place des actions de repérage et d'accompagnement en matière d'insertion sociale et professionnelle. Dans cette nouvelle action des plateformes, il est prévu également un accompagnement sur l'apprentissage du numérique notamment dans le cadre de la recherche d'emploi des jeunes. La possibilité d'inscrire les jeunes sur les formations de la Région a été maintenue ainsi que la mise en œuvre de stages d'immersion et d'actions collectives. De plus, un bureau mobile (minibus), est utilisé par les trois plateformes dans le cadre du repérage et de l'accompagnement des jeunes. Cette action qui s'adresse à un public jeune de moins de 29 ans fragilisé, éloigné du droit commun, a montré sa pertinence et son efficacité.

Temps fort : Conférence annuelle de prévention spécialisée en présence du sociologue Marwan Mohammed

Depuis plusieurs années maintenant, les associations de prévention spécialisée sont en alerte vis-à-vis des actes de violence qui ont lieu sur leurs territoires d'intervention respectifs. L'année 2021 a fait l'objet de plusieurs scènes de rixes entre bandes de quartiers rivales, ou de conflits avec les forces de l'ordre. Ces événements ont majoritairement lieu en Métropole bordelaise, et l'évènement tragique vécu aux Aubiers aux premiers jours de 2021 est venu confirmer cette tendance qui se propage également en milieu rural, avec une volonté d'afficher des conflits sur les réseaux sociaux, en se filmant pour provoquer et faire « monter les enchères » dans la violence et l'esprit de vengeance. Afin de prendre en compte la montée de ce phénomène, et d'y trouver des solutions, le sociologue Marwan Mohammed auteur notamment de « **La formation des bandes de jeunes : entre la famille, l'école et la rue** » a été invité à la conférence annuelle de Prévention Spécialisée le 30 avril 2021. Il a pu partager son expertise et ses solutions sur ces phénomènes de bandes et de rixes inter quartiers. Cette conférence a pu nourrir les associations dans leurs pratiques pour faire face à ces phénomènes.



Soutenir l'autonomie

Le rôle du Département est de prévenir mais aussi de compenser la perte d'autonomie, liée à l'âge ou au handicap. Il veille à accompagner les personnes concernées dans un parcours de vie le plus agréable possible.

CHIFFRES CLÉS

9

points d'accueil de proximité MDPH situés dans les Maisons du Département des Solidarités

37 624

bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie

204

structures de services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD financés)

Lancement des « rendez-vous avec votre MDPH » : conférences en ligne pour mieux vivre son quotidien

Le Département et la Maison Départementale des Personnes Handicapées de la Gironde ont lancé en 2021 les « **Rendez-vous avec votre MDPH** ». Une nouvelle action d'information qui se présente sous forme d'un cycle de 4 conférences en ligne. **Cette initiative s'inscrit pleinement dans la démarche Territoire 100 % Inclusif du Département. L'objectif est, en particulier, de favoriser l'accès aux droits et à l'information des personnes.** La Gironde s'affirme ainsi comme un territoire pilote en matière d'inclusion des personnes en situation de handicap, pour favoriser la participation de toutes et tous, l'accès à l'information et à la compréhension des droits.

2 conférences ont eu lieu en 2021 :

- ▶ Mardi 28 septembre : « Ma demande MDPH : quel circuit ? »,
- ▶ Mardi 9 novembre : « Le parcours de scolarisation de mon enfant »

Le but est d'apporter au plus grand nombre de personnes concernées par le handicap une information claire et compréhensible sur le fonctionnement de la MDPH, le circuit d'un dossier de demande, les différentes prestations auxquelles une personne pourrait prétendre... Ce sont des questions récurrentes que se posent les personnes et les professionnels qui les accompagnent.

De plus, cette nouvelle manière de communiquer pour la MDPH vise également à développer une relation de proximité avec les personnes, afin de lever les représentations sur son fonctionnement et démontrer ainsi qu'une administration est composée de personnes humaines et accessibles.

Et enfin, pour mieux identifier les problèmes que rencontrent les personnes en situation de handicap, un groupe de travail a été constitué avec des agents de la MDPH et des territoires, des professionnels médico-sociaux et différentes associations girondines pour élaborer ce cycle de conférences en ligne.

une relation
de proximité
avec les
personnes

Pandémie de COVID-19 : vaccination dans les résidences autonomie

Dès mars 2021, en partenariat avec la Préfecture de la Gironde, l'Agence Régionale de Santé, les professionnels libéraux de santé, le Département de la Gironde a mis en œuvre cette nouvelle action d'accompagnement de l'État dans la campagne de vaccination contre la Covid-19 au sein des résidences autonomie.

Le Département et la MDPH ont lancé une mini-série pour s'approprier le formulaire de demande de droits

Le jeudi 25 mars, le Département de la Gironde et la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) de Gironde ont lancé une **mini-série intitulée « Parlons bien, parlons droits ! » avec Magali Miniac et Abda Abdelli, actrice et acteur de la série Vestiaires diffusée sur France 2.**

Les trois épisodes écrits par Abda Abdelli et Noël Magis présentent de manière ludique et concrète les parties essentielles du formulaire pour en faciliter la compréhension. Déjà simplifié dernièrement, il est à renseigner par les personnes en situation de handicap pour pouvoir bénéficier d'un soutien adapté. Ce formulaire permet d'évaluer les droits et prestations qui répondent à la situation de handicap de chaque personne.

Revalorisation salariale pour les Services d'aide à domicile (SAAD) de la branche de l'aide à domicile

Le Département a mis en œuvre la compensation des mesures de revalorisation salariales au titre de l'Avenant 43 visant à soutenir le secteur de l'aide à domicile. Cette mesure concernait uniquement les SAAD de la branche associative, soit une quarantaine de SAAD pour la période du 1^{er} octobre au 31 décembre 2022 pour un montant de 2 841 790 € dont 70 % compensés par la CNSA.

Développement de l'habitat inclusif en Gironde : création d'une nouvelle prestation, l'aide à la vie partagée

Le Département a adopté le 12 avril 2021 une délibération créant la nouvelle prestation d'aide à la vie partagée (AVP) dans le Règlement Départemental d'Action Sociale. Il s'agit d'une prestation individuelle versée directement au gestionnaire qui coordonne et anime le projet de vie social et partagé. La Gironde est ainsi le premier Département signataire de la convention CNSA au titre de l'AVP le 12 mai 2021. Cette aide peut aller de 5 000 € à 10 000 € dont 80 % sont compensés par la CNSA pour les habitats validés avant le 31 décembre 2022. Le gestionnaire doit signer une convention avec le Département. **En 2021, 12 habitats inclusifs ont fait l'objet d'une convention au titre de l'Aide à la Vie partagée (AVP)** pour un montant en année pleine de 407 500 € à destination de 51 bénéficiaires (7 personnes âgées et 44 personnes handicapées).

Création d'une plateforme des métiers de l'autonomie, portée par la MSP Bagatelle et soutenue par le Département

Les emplois du secteur médico-social souffrent d'un manque d'attractivité important avec des difficultés structurelles accentuées dans le contexte récent, qui mettent à mal la qualité de l'accompagnement et la sécurité des personnes âgées et des personnes handicapées. Ce constat s'inscrit dans un contexte où la majorité des personnes en perte d'autonomie expriment le souhait de pouvoir vivre à leur domicile le plus longtemps possible.

Le Département de la Gironde a donc souhaité se mobiliser pour soutenir les acteurs du secteur face à ces difficultés. Dans le cadre d'un appel à projet lancé par la CNSA, il a soutenu le projet de la Fondation Bagatelle, pour porter une plateforme des métiers de l'autonomie. Ce nouvel outil vise plusieurs objectifs :

- ▶ Faciliter le recrutement effectif de professionnels grâce à des actions d'aide au recrutement et d'accès à l'emploi ;
- ▶ Contribuer à renforcer la dynamique d'amélioration de l'attractivité de ces métiers ;
- ▶ Développer une intermédiation adaptée entre les employeurs et les demandeurs d'emploi, notamment auprès des personnes les plus éloignées de l'emploi en étroite collaboration avec le Département ;
- ▶ Contribuer à la fidélisation des professionnels

Ce projet a été retenu par la CNSA au mois de novembre 2021, pour une durée de 3 ans. Il fait l'objet d'un soutien du Département à hauteur de 150 000 €.

LA CONFÉRENCE DES FINANCEURS

La Conférence des financeurs soutient des actions de prévention collectives et individuelles destinées aux personnes de 60 ans et plus.

Elle couvre notamment le champ de l'accès aux équipements et aides techniques individuelles, l'attribution du forfait autonomie, les actions de prévention des SAAD

(Services d'aide et d'accompagnement à domicile) et des SPASAD (Services polyvalents d'aide et de soins à domicile), l'accompagnement des proches aidants...

En 2021 la Conférence des financeurs a soutenu 135 projets sur l'ensemble des territoires de solidarité de Gironde.





Protéger l'enfant et la famille

L'évaluation des situations de danger ou de risque de danger pour l'enfant est au cœur du dispositif de protection qui incombe au Département. Ce dernier mène des actions de prévention et d'aide à domicile en direction des enfants et de leurs familles qui rencontrent des difficultés psycho-sociales et/ou éducatives, et est amené à accueillir des enfants qui ne peuvent demeurer dans leur famille.

CHIFFRES CLÉS

5 561

enfants et jeunes majeurs confiés à l'aide sociale à l'enfance (ASE)

4 371

familles (+16 %) et 189 jeunes majeurs (-17 %) aidés financièrement

Création d'un Institut de formation au sein du Centre départemental de l'enfance et de la famille (CDEF)

Pour parfaire les formations initiales en travail social et s'adapter à la réalité, le Département de la Gironde a créé en 2021 un **institut de formation intégré au Centre Départemental Enfance Famille**.

À l'image du MOOC, formation en ligne ouverte à tous, sur la protection de l'enfance, il s'agit d'organiser des formations complémentaires axées sur les particularités de la protection de l'enfance et les spécificités de l'accueil d'urgence afin de :

- ▶ compléter la formation des travailleurs sociaux (diplômés ou non en matière de protection de l'enfance)
- ▶ consolider les apprentissages théoriques des stagiaires en formation
- ▶ assurer un socle minimal de connaissances aux agents, non formés à la protection de l'enfance, qui arrivent au CDEF de la Gironde en offrant une formation minimale d'adaptation à l'emploi (gestion de la violence, communication bienveillante...).

Le CDEF de la Gironde a pour mission l'accueil d'urgence, ses observations permettent d'informer la collectivité des évolutions des populations accueillies et de leurs besoins. Cela suppose des formations spécifiques permettant à tous les agents de mener à bien ces missions, un enjeu capital pour garantir la qualité de prise en charge notamment avec l'évolution des métiers.

L'Institut de formation spécialisé en protection de l'enfance a été pensé pour mettre en œuvre des formations sur-mesure à destination des 700 agents et 55 métiers qui composent le CDEF de la Gironde, une démarche garantie par des labels de qualité professionnels (QUALIOPI, ANDPC).

700 agents

ET

55 métiers

COMPOSENT LE CDEF
DE LA GIRONDE

La mise en place du projet pour l'enfant

Le Département a engagé une expérimentation du Projet Pour l'Enfant (PPE) depuis le 1^{er} février 2021 sur les Pôles Territoriaux des Solidarités du Sud Gironde et de Bordeaux, pour les enfants relevant de l'accueil familial. Cette expérimentation s'est étendue en septembre 2021 aux enfants accompagnés par le bureau d'accueil spécifique. Le public concerné par cette nouvelle expérimentation est constitué de mineurs et de jeunes majeurs bénéficiant d'une reconnaissance MDPH effective ou non et ayant un parcours de ruptures nécessitant une coordination complexe entre les différents acteurs sociaux, médico sociaux et sanitaires et des réorientations fréquentes.

Une formation a été mise en place auprès des professionnels engagés dans l'expérimentation entre le 28 février et le 18 mars 2021, formation animée par des intervenants extérieurs sous la forme de modules cliniques en petits groupes. Cette formation doit se poursuivre par un accompagnement des pratiques professionnelles.

Une meilleure prise en compte des informations préoccupantes

La Cellule de recueil des informations préoccupantes (CRIP) est le point d'entrée unique sur le territoire du Département :

- ▶ des informations signalant un danger ou un risque de danger pour les enfants
- ▶ des signalements, c'est-à-dire des actes professionnels écrits présentant la situation d'un enfant en danger dont l'évaluation fait apparaître la nécessité d'une protection judiciaire.

Un des risques majeurs relevés en la matière est celui du dépassement du délai de traitement des informations préoccupantes entrantes. En effet, les informations entrantes faisant état d'un risque de danger ou d'un danger pour un enfant doivent être légalement traitées dans les trois mois. Aujourd'hui, le délai est supérieur à ces trois mois. Il a donc été décidé de revoir l'organisation collective de gestion de cette mission sensible.

Une première étape a été franchie en 2021, la CRIP est devenue décisionnaire pour une grande partie des informations préoccupantes évaluées.

En termes de déroulé, la CRIP procède désormais :

- ▶ À la **qualification** de l'information entrante. La CRIP est souveraine dans ce rôle,
- ▶ À la **demande d'évaluation et/ou de protocole** vers les territoires et les partenaires,
- ▶ Depuis septembre 2021, pour pallier les difficultés des bureaux Enfance :
 - À la **prise de décision** des suites à donner à l'information préoccupante (IP) évaluée dès lors qu'il ne s'agit pas d'un signalement,
 - À la **présentation de l'IP évaluée aux Inspecteurs Enfance** pour prise de décision en cas de signalement,
 - ▶ À la **clôture de l'IP** sur la base des décisions.

À terme, la CRIP deviendra décisionnaire pour l'ensemble des situations.

la CRIP est devenue décisionnaire pour une grande partie des informations préoccupantes évaluées



Promouvoir la santé

Le Département œuvre à promouvoir des comportements favorables à la santé en s'appuyant sur une approche globale de la santé publique ; il est pour cela nécessaire de prendre en compte les savoirs de chacun dans ce domaine pour renforcer les compétences y compris en période de vulnérabilité.

CHIFFRES CLÉS

10 044
enfants rencontrés en
2021 par les médecins
PMI enfance et les
puéricultrices, dont
**8 090 dans les Maison
du Département des
Solidarités.**

12 000
personnes vaccinées
(24 000 injections)
grâce au passage du
vaccibus.

20 000
collégiens ou
lycéens rencontrés
dans les actions de
sensibilisation à la vie
affective et sexuelle.

Le vaccibus

Le Département de la Gironde développe le « aller vers » les personnes éloignées des soins sur l'ensemble des territoires girondins et lutte ainsi contre les inégalités territoriales de santé.

En s'appuyant sur le maillage territorial de ses équipes et sur ses partenaires, la Direction de la promotion de la santé contribue à faciliter l'accès à la santé de toutes et tous et prioritairement des personnes en situation de vulnérabilité.

En 2021 par exemple, le Département a pleinement participé à la lutte contre la Covid-19 avec le déploiement de la vaccination dans l'urgence, par le biais du Centre département de vaccination de la MDPS.

Le centre de vaccination a coordonné des actions de vaccination anti-covid des personnes âgées du quartier de Caudéran au sein de la Maison du département des solidarités, des personnes âgées au sein des résidences autonomie et des Résidences Service de Gironde, et le vaccibus départemental a amené la vaccination anti-covid dans leurs communes aux personnes les plus éloignées des centres de vaccination.

Au-delà de la vaccination anti-covid, le centre de vaccination intervient auprès des partenaires qui s'adressent aux publics les plus vulnérables (CADA, CHRS, associations et PASS), mais également dans les Maisons du département des solidarités en proposant des actions de promotion et de vaccination des publics.

LA VACCINATION DES SOIGNANTS

Face à l'urgence de la crise sanitaire, le Département de la Gironde, a lancé en janvier 2021 sa campagne de vaccination auprès des soignants âgés de plus de 50 ans ou présentant des signes de comorbidités à la Maison du Département de la Promotion de la Santé.

Le Département a mis à disposition le personnel de santé de la maison de la santé pour contribuer à la campagne de vaccination contre la covid 19 pour les soignants girondins.

Référentiel sages-femmes de Protection maternelle et infantile (PMI) et référentiel visite à domicile

Ces référentiels s'inscrivent dans l'approche clinique de la PMI.

Les objectifs sont multiples : permettre une acculturation commune à ces pratiques spécifiques (posture PMI), améliorer la connaissance théorique du cadre réglementaire et institutionnel, homogénéiser les pratiques et optimiser les postures professionnelles à l'égard des bénéficiaires.

À l'origine du référentiel sages-femmes :

- ▶ Le souhait de l'équipe sages-femmes de la PMI Gironde de faire connaître les spécificités de leur métier en collectivités territoriales (dans l'institution et auprès des partenaires),
- ▶ Créer un outil évolutif pour donner un cadre aux nouveaux professionnels et professionnelles arrivants.

Concernant le référentiel « visite à domicile » :

Un premier temps de partage commun à toute la Direction de la promotion de la santé a été organisé lors de la réunion de direction du 11 octobre 2021 sur la thématique de « la clinique en PMI : quelles spécificités ? ». Pierre Suesser, médecin de PMI en Seine-Saint-Denis et coprésident du Syndicat National des Médecins de PMI est intervenu et différents échanges ont ensuite eu lieu avec les professionnels.





Au plus près des Girondines et des Girondins

Le Département est articulé autour de 61 Maisons des solidarités réparties dans 9 territoires. Elles permettent des interventions adaptées aux besoins spécifiques des territoires. Voici quelques exemples de ce qui a été réalisé dans les pôles territoriaux en 2021.

Ouverture du CLIC de niveau 3 du Libournais en avril 2021

► LIBOURNAIS

La création d'un Centre local d'information et de coordination (CLIC) renforce la proximité du Département avec le public rencontrant une perte d'autonomie : les personnes seniors et / ou en situation de handicap.

Le recrutement de deux professionnels permet d'accompagner les usagers dans l'accès à leurs droits spécifiques, de répondre à leurs problématiques du quotidien et d'améliorer leur qualité de vie, plus particulièrement à leur domicile.

108 permanences ont été réalisées de mai à décembre 2021, dont 50 permanences téléphoniques (du 1^{er} mai au 31 décembre).

JUSQU'À
114 personnes

SUIVIES PAR MOIS
EN FILE ACTIVE

Action partenariale avec le CCAS de Cenon « Savoir de Base et Autonomie »

► HAUTS DE GARONNE

Mise en place d'une action à destination des allocataires du RSA sur l'apprentissage de la langue française pour s'insérer dans la société au quotidien. Exemple : apprentissage de mots-clés pour aller chez le médecin, à la CAF sans avoir besoin d'une tierce personne (famille ou interprète pour accéder aux droits).

Focus sur le handicap

► MÉDOC

Dans le cadre du Printemps de l'autisme, deux web conférences en direct et en streaming ont eu lieu le 26 mars 2021 : l'une sur l'inclusion et le handicap, et la seconde sur l'aide aux aidants.

Diffusées via le site de la MDPH et celui de gironde.fr, avec un focus sur le territoire du Médoc et ses acteurs, elles s'adressaient à tous, spécialiste ou pas de la question du handicap pour mieux faire connaître les dispositifs et sensibiliser le grand public aux problématiques liées au handicap en général et à l'autisme en particulier.

Ce travail, fruit d'une collaboration entre le PTS Médoc, le Pôle Jeunesse Territorial, la Maison Départementale des Personnes Handicapées, l'Université de Bordeaux et différents acteurs du territoire a contribué à mieux structurer le réseau des professionnels, dans une approche pluridisciplinaire et territoriale.

S'est tenu également le 29 mai 2021 au Domaine de Nodris à Vertheuil, le 1^{er} Forum Handicap du Médoc. Ce forum visait à présenter aux familles et professionnels, les structures et services sur le territoire du Médoc exerçant dans le champ du handicap et de l'autisme, de l'enfance à l'âge adulte. Conçu sous forme de « journée parcours » de la personne en situation de handicap et avec autisme tout au long de sa vie, il comportait des tables rondes et des animations prévues pour petits et grands.

Inauguration des BULLES girondines en novembre 2021

► GRAVES

**LES « BULLES
GIRONDINES », UN LIEU
RESSOURCE DE**

245 m²

Les « Bulles girondines », est un lieu de ressource, ludique et culturel, dédié aux jeunes enfants. Situé à Villenave d'Ornon, unique en Gironde, ouvert à toutes et à tous (enfants, parents, grands-parents, professionnels, associations).

Il permet d'expérimenter des actions en faveur de l'égalité des chances et lutte contre les exclusions dès le plus jeune âge avec le concours des professionnels de la petite enfance du Département et les associations.

Ce lieu a pour vocation d'offrir :

- Un lieu d'accès à l'éveil culturel et artistique autour de la lecture, de la musique... et du soutien à la parentalité pour toutes les familles girondines.
- Des lieux de professionnalisation, de rencontre et de soutien à l'attention des assistantes et assistants maternels.

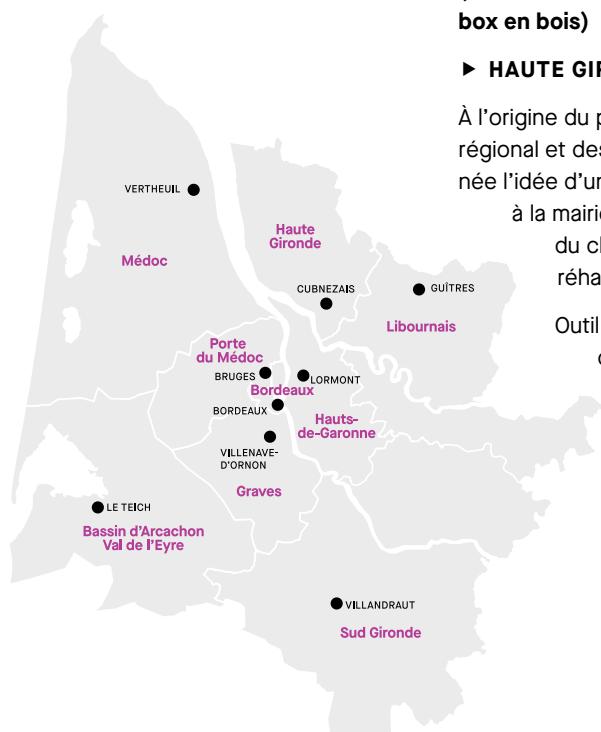
Mise en œuvre d'un Chantier Formation Insertion sur la commune d'Étauliers

(rénovation d'une infrastructure sportive, de vestiaires et construction de box en bois)

► HAUTE GIRONDE

À l'origine du projet, une volonté de partenariat en faveur du football amateur régional et des collectivités territoriales du département. De cette réflexion, est née l'idée d'une action visant à rénover une infrastructure sportive appartenant à la mairie d'Étauliers. Les travaux portent sur l'aménagement des espaces du club de foot (sécurisation du terrain par une barrière en bois) et réhabilitation des vestiaires + lieu de convivialité.

Outil d'insertion qui a mobilisé 6 stagiaires du territoire pour l'obtention d'un titre professionnel partiel de monteur constructeur bois.







La Gironde équitable

Terre d'accueil, la Gironde est aussi un territoire où l'équité doit être la règle, grâce à un essor équilibré des territoires avec une attention particulière apportée aux plus fragiles d'entre eux. Culture partagée, production agricole locale et bio, habitat inclusif, lutte contre la fracture numérique, soutien sans faille à la jeunesse contribuent à un tel objectif.

- I. Un développement territorial équilibré
- II. Des aménagements au service de toutes les Girondines et tous les Girondins



Accompagner les territoires

Le Département agit au service du développement solidaire des territoires girondins, en réduisant les inégalités, grâce à l'animation et la coordination d'un dialogue territorial permanent.

CHIFFRES CLÉS DES AIDES AUX COMMUNES

28,2 M€

ont été mobilisés pour l'aménagement équilibré du territoire.

18,1 M€,

représentant 626 projets soutenus au titre du budget principal et des dotations spécifiques

10,1 M€

au titre du Fonds Départemental d'Aide à l'Équipement des Communes (FDAEC)

360

interventions pour accompagner les communes dans le dépôt de leurs demandes en ligne

Le Département accompagne les projets urbains et de revitalisation, portés par les communes et leurs groupements

Accompagnement de la Communauté d'agglomération du Libournais et des communes de Saint-Médard-de-Guizières, Camps-sur-l'Isle, Saint-Seurin-sur-l'Isle, Guîtres et Canéjan, pour leur démarche globale de **projet urbain** avec le marché d'ingénierie.

Accompagnement des Communautés de communes du Pays Foyen, de Blaye, du Grand Cubzaguais et de la commune de Castillon-la-Bataille, dans l'aide à l'élaboration de **projets de revitalisation urbaine en centre-bourg**.

Accompagnement de la Communauté de communes Médullienne dans son dossier de candidature à une **opération de revitalisation de territoire** (ORT), ainsi qu'à la préparation de la convention afférente.

Accompagnement des Communautés de communes de Castillon-Pujols et Pays Foyen dans la préparation et la signature d'avenants aux conventions ORT existantes.

12 communes

OU COMMUNAUTÉS DE COMMUNES ACCOMPAGNÉES DANS LEUR DÉMARCHE GLOBALE DE PROJET URBAIN

Le Département délégataire de la Caisse des Dépôts – Banque des Territoires pour accompagner les communes adhérentes au programme Petites Villes de Demain

Par convention signée en juin 2021, la Banque des Territoires a confié au Département la gestion et l'attribution de ses aides aux études concourant à la définition des projets de revitalisation. Ce partenariat facilite l'accès à la

Bazas, 7^e contrat ville d'équilibre

ressource en ingénierie nécessaire à la définition et à la préparation des projets de ville de 12 communes adhérentes au programme national Petites Villes de Demain : Bazas, Belin-Béliet, Blaye, Bourg, Cadillac, Coutras, Créon, Lesparre-Médoc, Pauillac, Podensac, Saint-André-de-Cubzac, Saint-Ciers-sur-Gironde. Les communes de Castillon-la-Bataille, Sainte-Foy-la-Grande, Langon et La Réole bénéficient de ce même dispositif avec la Région Nouvelle Aquitaine.

Un nouveau contrat « ville d'équilibre » à Bazas

Après ceux de Libourne, Lesparre-Médoc, La Réole et Castillon-la-Bataille, Saint-André-de-Cubzac, et Langon, le contrat « ville d'équilibre » de Bazas est le 7^e contrat signé entre le Département et une « ville d'équilibre » de Gironde.

Il propose sur 3 ans un appui sur-mesure à la commune avec un engagement à moyen terme du Département, de la commune, et de l'intercommunalité pour conduire les actions servant le projet de territoire en lien avec les priorités départementales. En l'occurrence, il s'agira de mettre la solidarité en axe prioritaire de ce projet, d'inscrire les projets d'aménagement au service de la transition écologique et de l'amélioration du cadre de vie, de s'appuyer sur les ressources locales pour développer de nouvelles dynamiques économiques.

Le Département a par ailleurs contribué à la rédaction des contrats « ville d'équilibre » de Sainte-Foy-la-Grande et Bazas, et au bilan de celui de La Réole.

Signature d'une convention autour de l'économie sociale et solidaire

Le Département a signé une convention de coopérations en faveur de l'économie sociale et solidaire et de l'innovation sociale avec la Ville de Bordeaux, Bordeaux Métropole et la Région Nouvelle-Aquitaine.

Le Global Social Economy Forum a désormais son siège à Bordeaux.

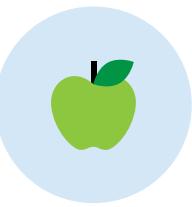
GIRONDE RESSOURCES

Symbolique d'une action publique sur mesure à l'écoute des territoires, Gironde Ressources, l'agence technique départementale, assiste et accompagne les collectivités dans la définition de leurs besoins, leur gestion du quotidien et la réalisation de leurs projets.

Communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) bénéficient d'une offre d'ingénierie personnalisée dans les domaines financier, juridique, administratif, foncier, économique, agricole et circuits courts et aussi technique tels que les marchés publics et l'assistance à maîtrise d'ouvrage.

L'accompagnement se complète avec l'appui de plus de 40 acteurs de l'ingénierie girondine et avec l'aide d'outils performants mis à disposition tels : le Livret de l'ingénierie, un système d'information géographique (Geo33), une plateforme de saisie des demandes en ligne, les déclarations d'intention d'aliéner (DIA) de la SAFER ou encore l'accès aux statistiques des territoires.

Interlocuteur proche des territoires, Gironde Ressources compte à ce jour près de 530 adhérents.



Produire mieux, manger sain

Traduction concrète de la stratégie de résilience du Département, les élus girondins se sont engagés à développer un programme d'actions spécifiques sur l'alimentation. Gironde Alimen'terre a pour objectifs d'aider toutes les Girondinnes et les Girondins à préserver leur santé en mangeant mieux et local, de permettre aux agriculteurs de vivre dignement de leur activité et de préserver l'environnement pour les générations futures.

CHIFFRES CLÉS

7,2 M€

attribués aux **exploitations agricoles girondines**

183

exploitants (agriculteurs - viticulteurs - éleveurs) **bio**
pour 1,6 M€

193

dossiers viticoles en « **zéro herbicide, zéro CMR (substances chimiques cancérogènes, mutagènes ou toxiques), zéro SDHI (fongicides)** »

10 maraîchers

EN 10 ANS, SOIT TROIS FOIS PLUS QUE LORS DE LA DÉCENNIE PRÉCÉDENTE

Le Périmètre de Protection des Espaces Agricoles et Naturels Périurbains des Jalles mis en valeur

En 2021, une procédure de remise en valeur des terres incultes et manifestement sous exploitées sur le PEANP des Jalles a été lancée, dans la perspective de développer le foncier agricole dans le cadre de la stratégie Gironde Alimen'terre.

Le PEANP permet de garantir la destination agricole des terrains, notamment par l'exercice du droit de préemption du Département et la pérennité du zonage A (Agricole) et N (Naturel) au sein du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la Métropole. Sa vallée maraîchère s'étend sur environ 400 ha en grande partie classée inondable et parsemée de bâti à protéger, particulièrement les logements agricoles.

Le programme d'actions du PEANP incite notamment à l'installation de maraîchers. Il a permis à dix d'entre eux de s'installer depuis 2012, **soit trois fois plus que dans la décennie précédente**.

Le Domaine départemental de Nodris poursuit son développement

En 2021, le volet agricole de Gironde Alimen'Terre s'est poursuivi à Nodris : un maraîcher et une éleveuse de chèvres sont installés et débutent la commercialisation. Le responsable des ruches a, quant à lui, prélevé la première production de miel. L'enjeu principal de l'implantation des abeilles au sein du domaine de Nodris est la pollinisation et le développement de la biodiversité.

La médiation et la sensibilisation des différents publics au fonctionnement de la ruche et au rôle majeur de ces insectes seront au cœur d'ateliers et de visites proposés prochainement sur le domaine sur la période estivale. Le miel bio produit par les abeilles de Nodris sera proposé à la dégustation durant les visites.

Projets alimentaires territoriaux (PAT)

9 projets

**ALIMENTAIRES
TERRITORIAUX**

Les projets alimentaires de territoire (PAT) ont pour objectif de relocaliser l'agriculture et l'alimentation dans les territoires en soutenant l'installation d'agriculteurs, les circuits courts ou les produits locaux dans les cantines. Il s'agit de rapprocher les producteurs, les transformateurs, les consommateurs et tous les acteurs de l'alimentation ainsi que de modifier des pratiques agricoles et alimentaires, notamment via le développement de circuits courts et le recours aux produits locaux et de qualité.

La Gironde compte à ce jour 9 PAT ou démarches alimentaires portées par des collectivités qui couvrent la quasi-totalité du territoire girondin. Le Département accompagne les collectivités sur leurs projets et assure l'animation du réseau de projets alimentaires locaux.

Le soutien aux producteurs et agriculteurs bio

**3,86 millions
d'€**

**FLÉCHÉS SUR LES
EXPLOITATIONS BIO**

Aujourd'hui, 100 % des producteurs et agriculteurs soutenus par le Département sont désormais soit en bio, soit en démarche de qualité (IGP, Label Rouge, Bienvenue à la ferme) et/ou en circuits courts (réseaux vendeurs directs, association pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP)). **En 2021, au total, 3,86 millions d'euros vitalisent la production et l'agriculture bio girondine.**





Faire vivre la culture

Le Département travaille à encourager et développer l'accès à la vie culturelle et aux pratiques artistiques sur tous les territoires girondins.

CHIFFRES CLÉS

1453

jeunes girondins (6-16 ans) inscrits à la manifestation « lire, élire », 50 bibliothèques participantes

340

bibliothécaires ayant participé aux 29 formations organisées en 2021

La signature de deux nouveaux Contrats Territoriaux d'Education Artistiques et Culturels

En décembre 2021, deux nouveaux contrats ont été signés portant au nombre de 6 ces contrats en Gironde, signés entre les collectivités locales (EPCI), le Département, la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) et la Direction des services départementaux de l'éducation nationale (DSDEN).

Ces contrats permettent le déploiement de propositions artistiques et culturelles dans le cadre scolaire et dans les temps de loisirs aux enfants et adolescents des territoires. Les deux nouveaux territoires signataires sont la **CDC Médoc Cœur de Presqu'île** et la **CDC du Créonnais**. Dans les deux cas, il s'agit de travailler sur des territoires ruraux, qui connaissent, de façon différenciée, des situations de précarité : rendre accessibles les propositions artistiques et culturelles, faire que les gens s'en saisissent, donner à voir et à connaître les lieux et les artistes locaux, etc.

Le projet DEMOS – Restitution du travail de l'orchestre symphonique au domaine départemental de Nodris

DEMOS est piloté par la Philharmonie de Paris et localement par l'Opéra de Bordeaux. Ce dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale propose la formation d'un orchestre symphonique de 110 enfants girondins âgés de 7 à 12 ans dont la situation sociale, économique et environnementale ne permet pas l'accès à l'apprentissage musical. Cette expérience humaine singulière se déroule sur 3 ans. Les territoires du Médoc et de Haute Gironde participent à ce programme aux côtés des villes de Bordeaux, Floirac et Gradignan. À l'occasion du concert à Nodris, **plus de 300 personnes : familles, enfants, musiciens, partenaires institutionnels et collectivités, ont partagé une journée festive** ponctuée d'animations diverses, de concerts et ont pu découvrir le projet du Département pour ce lieu aux multiples activités agricoles et culturelles.

L'acquisition d'un bâtiment à Plassac pour en faire un lieu de culture

Le Département s'est porté acquéreur d'une ancienne maison de repos, route du port à Plassac, en vue d'aménager un lieu réunissant le musée archéologique, les ateliers « mosaïques et fresques », les réserves du mobilier archéologique ainsi qu'un laboratoire d'étude de ce mobilier. Ce lieu pourra par ailleurs proposer des résidences scientifiques à destination des chercheurs accueillis sur le site de la villa gallo-romaine.

Biblio Gironde : de nouvelles médiathèques en 2021 !

Le contexte épidémique a entraîné des changements de comportements, nécessitant des adaptations des services proposés par les bibliothèques à leurs publics. Le travail d'aménagement du territoire girondin s'est pour autant poursuivi. **Les communes de Saint-Louis-de-Montferrand et Saint-Denis-de-Pile (BOMA) ont ouvert au public leurs nouveaux équipements en 2021, lesquels rencontrent un très vif succès.**

L'ingénierie territoriale déployée par biblio.gironde pour le développement de services de lecture publique n'a pas connu de trêve en 2021, accompagnant des projets qui verront le jour en 2022, particulièrement ceux de la communauté de communes du sud Gironde (médiathèque tête de réseau à Langon) et de la commune d'Izon.

Dans le même temps, et concomitamment au travail mené avec les architectes pour la construction de son futur site central à Eysines (domaine du Pinsan), biblio.gironde a renforcé sa présence territoriale, solidaire et de proximité avec son réseau partenaire, par la modernisation et l'installation de nouveaux relais : à Saint-Denis-de-Pile sur le site de BOMA en direction des bibliothèques du Libournais, à Vertheuil sur le site de Nodris pour celles du Médoc.



L'IDDAC, AGENCE CULTURELLE DU DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE

Depuis plus de 30 ans, l'iddac, agence culturelle du Département de la Gironde, déploie les missions confiées par sa collectivité de tutelle et met en œuvre son savoir-faire à l'attention de toutes les Girondines et tous les Girondins.

L'agence est engagée sur le soutien à la création, l'accessibilité aux pratiques culturelles, la formation, la mise en réseau, le travail d'observation et d'analyse, l'aide à la décision, à la structuration, le dialogue entre collectivités et acteurs culturels...

Ses piliers d'intervention mais aussi sa capacité à expérimenter, en font un outil de prospective et de développement en lien

avec les opérateurs du territoire et en phase avec les évolutions du secteur artistique et culturel. Qui dit expérimentations, dit souplesse, réactivité, mais aussi prise de risque, qu'il s'agisse de s'aventurer sur de nouveaux espaces de création, d'imaginer des dispositifs, d'innover dans ses pratiques.

Au sein du Pôle Culture et Documents départemental, le déménagement de l'iddac au BT51 à Bègles, la création de nouveaux parcs de matériel à Nodris (Médoc) et à Aillas (Sud Gironde), le partenariat avec le CLAS (Parc naturel régional de Landes de Gascogne), font de l'agence un acteur clé du rayonnement artistique et culturel des territoires.



Parier sur la jeunesse

La collectivité apporte aux jeunes Girondines et Girondins tous les moyens de réussir leur scolarité, mais aussi leur parcours éducatif et professionnel tout en stimulant leur épanouissement.

CHIFFRES CLÉS

100

collèges en très haut débit
ReseFip (1 Gb/s) (voir page
numérique)

5

collèges neufs à la rentrée
2021, 5 autres en chantiers
pour la rentrée 2022

1418

postes informatiques neufs
pour les collégiennes et les
collégiens

La première rentrée du plan collèges

Le 2 septembre 2021, les cinq premiers collèges du plan collèges ont ouvert leurs portes :

► **Collège de Marsas**

Ce nouveau collège est le premier à sortir de terre, et promet de combler ses occupants ainsi que les habitants des environs. Conformément au souhait des élus, ce collège disposera d'espaces qui seront également accessibles aux associations en dehors des horaires scolaires : salle de sport, mur d'escalade, salle de musique... Le collège de Marsas, de haute qualité environnementale (géothermie, panneaux photovoltaïques, etc.), accueillera 800 élèves. Coût du collège : 30 millions d'euros.

► **Collège Jean-Jaurès à Cenon**:

Le collège a entièrement été refait, pour un montant de 20,6 millions d'euros. Des dispositifs innovants ont été mis en place notamment pour assurer la qualité de vie dans l'établissement tout en réduisant la consommation d'énergie (comme le renouvellement d'air naturel par des tourelles de type WINDCATCHER).

► **Collège Édouard-Vaillant à Bordeaux**:

Le changement de l'accès au collège, qui se fait désormais cours Louis Fargues, modifie totalement l'aspect de ce collège. 75 % des bâtiments administratifs et des locaux d'enseignement ont ouvert à la rentrée.

► **Collège Jacques-Éllul à Bordeaux**, transfert à Mayaudon :

Pour cette rentrée, les équipements sportifs sont désormais accessibles. Ils sont également mutualisés et à disposition de la ville de Bordeaux pour ses associations.

► **Collège Jules-Ferry / Gisèle-Halimi à Mérignac** :

Les nouveautés sont nombreuses pour cette rentrée :

- c'est par un nouveau parvis donnant sur le bâtiment neuf que les élèves rentreront désormais, 1 rue Frédéric Joliot-Curie
- et conformément au vote en conseil d'administration, le collège ne s'appelle plus Jules Ferry, mais Gisèle Halimi.



Le bâtiment administratif et 50 % des salles d'enseignement sont désormais accessibles.

Le Plan collèges poursuit son déploiement sur le territoire avec 2 phases clés :

- ▶ les chantiers de 5 collèges neufs (Saint-Selve, Le Pian-Médoc, le Haillan, Bordeaux Lac, Bordeaux Belcier) sur le territoire construits en même temps mobilisant un grand nombre d'entreprises ainsi que la poursuite des opérations de restructuration.
- ▶ une dizaine d'opérations de construction en modulaires pendant l'été 2021 sur la Gironde pour accompagner la montée des effectifs en prévision de la rentrée 2021 et en attendant les livraisons des collèges neufs.

Une innovation environnementale : le projet Basajaun

Dans le cadre du programme de recherche et d'innovation de l'Union Européenne intitulé HORIZON 2020, un projet sur la construction bois a vu le jour en 2019. Il s'agit du projet BASAJAUN, qui regroupe 30 partenaires (tous européens sauf un venant du Chili). Ces partenaires sont des professionnels de la filière bois, de la construction et de l'innovation, de la recherche, etc. Le Département de la Gironde a pu intégrer ce consortium en tant que maître d'ouvrage afin de mettre en œuvre des techniques innovantes de construction en bois avec un bâtiment-test, à savoir les futurs logements de fonction du collège du Pian-Médoc.

Au cours de l'année 2021, le projet a principalement porté sur des études de recherche et développement sur de la conception de façades en bois innovantes, de menuiseries, d'isolants.

La modernisation des systèmes d'information des collèges

La Direction des Services Informatiques et Numériques a modernisé, en 2021, le Système d'Information de 8 collèges :

**1560
ordinateurs
DANS 8 COLLÈGES EN 2021**

- ▶ **LE TEICH** – Val Les Pins (191 PC dont 17 pour l'Administratif)
- ▶ **BORDEAUX** – Monséjour (198 PC dont 14 pour l'Administratif)
- ▶ **MARSAS** – Philippe Madrelle (256 PC dont 22 pour l'Administratif)
- ▶ **BORDEAUX** – Jacques Ellul (137 PC dont 19 pour l'Administratif)
- ▶ **SAINT-CIERS SUR GIRONDE** – Jean Monnet (182 PC dont 14 pour l'Administratif)
- ▶ **EYSINES** – Albert Camus (272 PC dont 23 pour l'Administratif)
- ▶ **ARSAC** – Panchon (174 PC dont 19 pour l'Administratif)
- ▶ **ARCACHON** - Marie Bartette (150 PC dont 14 pour l'Administratif)



Favoriser les déplacements durables

Le Département veille sur un des réseaux routiers les plus vastes de France. Il cherche à faire de l'équité en matière de déplacements et de désenclavement des territoires une réalité, tout en poursuivant l'objectif de minimiser l'impact environnemental.

CHIFFRES CLÉS

44 M€
de budget
d'investissements

630
Agents, dont 440 sur
les territoires

130
aires de covoiturage
en service sur le
Département, offrant
2 670 places de
stationnement

Le contournement de Fargues-Saint-Hilaire, la première voie départementale dédiée au covoiturage et aux transports en commun – décembre 2021

La RD936 traverse la ville de Fargues-Saint-Hilaire, provoquant embouteillages et désagréments. En effet, cette route départementale est un axe majeur, à la fois desserte locale de zones périurbaines de l'agglomération bordelaise et axe de transit entre Bordeaux, l'Entre-Deux-Mers et la Dordogne.

Pour sécuriser la circulation des habitants et des piétons ou cyclistes dans la ville de Fargues-Saint-Hilaire, le Département a décidé de créer un contournement. Ce nouvel axe contribue également à :

- ▶ Améliorer le cadre de vie des riverains
- ▶ Assurer un meilleur écoulement du trafic
- ▶ Encourager le report modal vers le covoiturage, les transports en commun et les modes actifs

Voie nouvelle de 3 km de longueur, ce contournement a été mis en service le 11 décembre 2021. Il a permis de diminuer de moitié le trafic dans la traversée de la commune et d'y supprimer les embouteillages quotidiens. Deux innovations ont été mises en œuvre dans le cadre de cette opération :

- ▶ Un revêtement dépolluant qui permet de neutraliser les oxydes d'azote émis dans les gaz d'échappement

- Une voie réservée dans chaque sens au covoiturage et au transport en commun sur les 3 km du contournement : une première au niveau départemental ! Cette voie réservée sera prolongée sur environ 1,5 km en 2022, puis 4 km supplémentaires jusqu'à la rocade de Bordeaux dans les années suivantes.

La réalisation d'une voie de bus desservant le site de la dune du Pilat – juin 2021

La renommée internationale de la Dune du Pilat engendre une importante fréquentation touristique, générant localement d'importantes difficultés de déplacement et de stationnement. Dans ce cadre environnemental fragile, les touristes sont ainsi tentés de stationner sur le bas-côté des routes environnantes, créant ainsi des problèmes de sécurité routière mais aussi un risque d'incendie de forêt élevé.

Afin d'améliorer l'accès au site, les acteurs locaux ont décidé de créer un parking-relais avec la mise en place de navettes desservant le parking de la Dune. Cependant pour convaincre les automobilistes de laisser leur voiture dans un parking à environ 8 kilomètres de la Dune, il est important que les navettes puissent faire ce trajet plus rapidement que les voitures.

C'est pourquoi le Département a créé une voie dédiée à la circulation de la navette sur la RD259 (sens La Teste-de-Buch - Dune du Pilat), en restant dans les emprises disponibles et sans altérer l'aspect du site classé. L'objectif était de passer à 3 voies (2x1 voie pour la circulation générale et 1 voie dédiée à la navette), en optimisant les largeurs de voie et en élargissant ponctuellement la chaussée.

Une démarche qualité de la sécurité routière, en partenariat avec le CEREMA

En partenariat avec le CEREMA la démarche qualité de la sécurité routière doit permettre de disposer d'un document de référence apportant une cohérence à l'ensemble des actions de sécurité routière et définir des objectifs de sécurité précis, des plans d'actions pour les atteindre et une méthode d'évaluation de leurs résultats. Trois documents ont été élaborés en 2021 :

- Rapport d'étude - Octobre 2021 - Référentiel et diagnostic
- Cartographie générale des actions sécurité routière
- Le catalogue des fiches actions





Résorber la fracture numérique

Pour pallier la carence du secteur privé, le Département poursuit la construction du réseau public de fibre optique, en refusant une Gironde à deux débits. Pleinement mobilisé, il renforce l'accès aux services en ligne et multiplie les initiatives en faveur de l'inclusion numérique.

CHIFFRES CLÉS

1856 km de fibre optique reliant les principaux sites publics et zones d'activités de Gironde	600 emplois et 178 000 heures d'insertion	810 M€ de budget
--	---	----------------------------

Gironde Haut Méga

Fin 2021, 210 000 prises étaient construites, sur les près de 500 000 habitations et locaux professionnels qui le seront d'ici 2025, soit plus de 40 % du chantier.

- ▶ **Bassin :** 52 913 prises construites sur les 115 330 à construire
- ▶ **Libournais :** 43 823 prises construites sur les 103 735 à construire
- ▶ **Médoc :** 34 299 prises construites sur les 75 962 à construire
- ▶ **Haute-Gironde :** 20 664 prises construites sur les 49 827 à construire
- ▶ **Graves :** 9 752 prises construites sur les 22 709 à construire
- ▶ **Sud Gironde :** 48 408 prises construites sur les 109 617 à construire

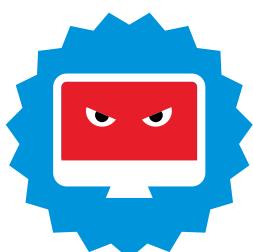
En moyenne, chaque mois :

- ▶ **7 000 à 8 000 prises** sont construites ;
- ▶ **425 kilomètres de fibre optique** sont déployés par mois, soit plus de 6 000 kilomètres de fibre optique déjà implantés en Gironde ;

Cybersécurité : la Gironde contre attaque !

- ▶ Vendredi 29 janvier 2021

Malgré le contexte sanitaire, l'événement, bien que 100 % en distanciel, avait pu être maintenu dans son intégralité - conférence, tables rondes et hackathon. Pour cette 2^e édition, la thématique retenue était naturellement « Télétravail : le nouveau défi de la cybersécurité ». En effet, l'usage d'internet a augmenté de près de 30 % pendant le premier confinement, 20 % lors du second. Le télétravail y est pour beaucoup. Organisation du travail, articulation entre vie personnelle et professionnelle, les organisations et leurs collaborateurs ont



34 sites
DÉPARTEMENTAUX ET
50 collèges
RACCORDES EN 2021

dû s'adapter à de nouvelles modalités de fonctionnement. Avec, entre autres, l'augmentation du nombre de fichiers échangés et l'organisation de nombreuses réunions en visio, la sécurité informatique s'est donc imposée comme un enjeu majeur de l'essor du télétravail.

Les tables-rondes et conférences ont permis d'apporter les premières pistes de réponses aux questions les plus fréquemment posées : **Quelles menaces et quels risques pour les collectivités locales, les entreprises, les télétravailleurs ? Quelles sont les bonnes pratiques à adopter ?**

Le hackathon s'est lui aussi tenu en distanciel. Les élèves ingénieurs se sont livrés, autour de scénarios informatiques, à une « cyber-attaque » afin de remporter un des prix offerts par le Département. Cette démonstration a présenté les types d'attaques les plus courantes et comment s'en prémunir.

Le déploiement du projet RESEFIP

Le projet RESEFIP d'interconnexion des réseaux informatiques de nos sites départementaux (collèges compris) déclenché dans le but de maîtriser notre réseau en s'appuyant sur l'utilisation des délégations de service public, vise à offrir une meilleure qualité de service en augmentant fortement les débits et en réduisant les temps d'intervention sur site en cas de panne. En outre, cette maîtrise interne permettra de limiter la dépendance à des opérateurs extérieurs, les délais associés lors des actions sur le réseau et de réduire les coûts de fonctionnement.

L'année 2021 a vu la poursuite du raccordement des collèges au très haut débit RESEFIP. Ainsi 34 sites départementaux et 50 collèges ont été raccordés portant le total à 74 sites distants et 100 collèges.

GIRONDE NUMÉRIQUE

L'accès au Très Haut Débit pour toutes et tous grâce à la création d'un réseau public de fibre optique, c'est un des engagements de Gironde numérique.

Ce syndicat mixte a été constitué en 2007 sous l'impulsion du Département pour prendre en charge l'aménagement numérique du territoire.

Fédérant le Département et 27 communautés de communes et d'agglomérations (la Région et Bordeaux Métropole sont membres associés), il poursuit l'ambition de résorber la fracture numérique à l'échelle de la Gironde, et de proposer des services numériques aux collectivités.



Permettre une politique inclusive de l'habitat

Le Département conçoit les outils d'habitat et d'urbanisme pour soutenir les solidarités humaines et territoriales. Grâce à une politique de l'habitat et de l'urbanisme solidaire, il assure un aménagement du territoire concerté, garant de l'équilibre entre l'agglomération bordelaise et les zones rurales.

CHIFFRES CLÉS

359

propriétaires occupants
très modestes et
7 propriétaires bailleurs
ont été aidés par le Conseil
départemental dans le
cadre des Aides à la Pierre
2021

1997

demandes de logements
traitées dont 910
nouveaux dossiers

11 476

ménages accompagnés
via le Fonds de solidarité
logement

Structuration d'une démarche visant à développer la mise en place de projets d'habitat inclusif dans les opérations de logement social

Territoire labellisé 100 % inclusif, engagé depuis 2019 dans une démarche de Plan d'Accès Départemental à l'Habitat Inclusif, le Conseil départemental a consolidé en 2021 son action pour le développement de l'habitat inclusif, en particulier dans l'habitat social.

Impliqué dans les groupes de travail nationaux qui ont permis l'évolution de la réglementation en matière d'habitat social pour y favoriser la mise en place de projets d'habitat inclusif, le Conseil départemental a été le premier de France à signer une convention pour l'Aide à la Vie Partagée avec la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), à l'occasion d'une journée organisée au mois de mai et à laquelle la Direction de l'Habitat et de l'Urbanisme (DHU) a participé. La mise en œuvre de la Commission Collaborative Technique (CoCoTe) et de la Conférence départementale des Financeurs de l'Habitat Inclusif a permis avec l'ensemble des partenaires de l'habitat inclusif d'étudier les nombreux projets d'habitats inclusifs en cours sur le département, d'en entériner et d'en financer plusieurs. Ces projets ont pu revêtir des formes variées : colocations à Marcheprime (avec Domofrance) ou Pompignac (avec le Club des Six), logements séparés à Mérignac (Mésolia). Parallèlement la DHU organisait une rencontre thématique avec l'ensemble des bailleurs sociaux girondins et avec l'appui de la Direction des actions pour l'autonomie (DAPA) pour sensibiliser, renseigner et mobiliser sur le sujet.

Les Fabriqu'Cœurs d'Habitat au service des parcours résidentiels.

Le fonds d'innovation et d'expérimentation s'est déployé au service des parcours résidentiels atypiques, construits pour coller spécifiquement aux besoins sociaux et territoriaux, en mobilisant 500 000 € sur deux opérations emblématiques :

- ▶ **La réhabilitation du Centre d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS) « Le Petit Ermitage », à Léognan, géré par l'Association Abbé Jean Vincent et portée par Soliha Bâtisseurs de Logements d'Insertion.** Soutenue par le fonds d'humanisation de l'Anah à hauteur de 700 000 €, cette rénovation de 40 logements a été réalisée en matériaux locaux et biosourcés. Le CHRS Petit Ermitage est connu et reconnu pour sa prise en charge des problématiques addictives, souvent la dernière structure à accepter ce public spécifique pour lequel le CHRS va rechercher une solution pérenne en logement ou structure adaptée.

- ▶ **Le financement d'une Résidence Hôtelière à Vocation Sociale à Libourne, gérée par l'AL Prado.** Première résidence hôtelière à vocation sociale de la délégation des aides à la pierre du Conseil départemental, elle a pour objectif d'offrir, sur ce territoire en forte demande, une offre de logement et d'hébergement de qualité et abordable pour les travailleurs saisonniers, du secteur viticole notamment. La résidence hôtelière à vocation sociale comprend 87 logements, de 18 à 27 m², dont des logements pour les personnes à mobilité réduite, pour un total de 146 places. Elle est composée de 23 studios simples, 37 studios doubles, 22 studios twins et 5 studios pour les personnes à mobilité réduite. Ces logements sont équipés, meublés et accessibles à partir de 14 € la nuitée.

SLIME 33 LE DÉPARTEMENT EN PREMIÈRE LIGNE POUR LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

Le Département est un acteur majeur des solidarités humaines de par son chef de filat en matière de précarité énergétique. Or aujourd'hui, 1 ménage sur 10, soit 88 000 ménages, est en situation de précarité énergétique en Gironde, c'est-à-dire qu'il consacre plus de 10 % de ses revenus aux dépenses énergétiques. Pour réduire la consommation d'énergie et améliorer la santé et le confort de

ces Girondines et Girondins, le Département de la Gironde a déployé le Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Énergie (SLIME33). En 2021, 2618 ménages ont été accompagnés pour une sortie durable de la précarité énergétique. Le SLIME33 a permis d'économiser l'équivalent de 159 000 € d'électricité (ou l'équivalent de 184 tonnes de CO₂ évités).

GIRONDE HABITAT

Gironde Habitat, Office Public de l'Habitat départemental, est présent dans un tiers des communes girondines et gère plus de 19 500 logements.

Sa mission de service d'intérêt général est de répondre aux besoins d'habiter des publics girondins dans les territoires par un positionnement adapté à chaque contexte.

Sur le terrain, cela se traduit par des dispositifs innovants capables d'apporter des réponses au cas par cas, notamment pour les seniors avec ella CAR, un service mobile d'accès aux droits.

En amont, de nouveaux modes constructifs sont expérimentés pour garantir le confort thermique des habitants à moindre coût et limiter les impacts des constructions sur l'environnement.

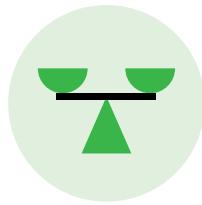




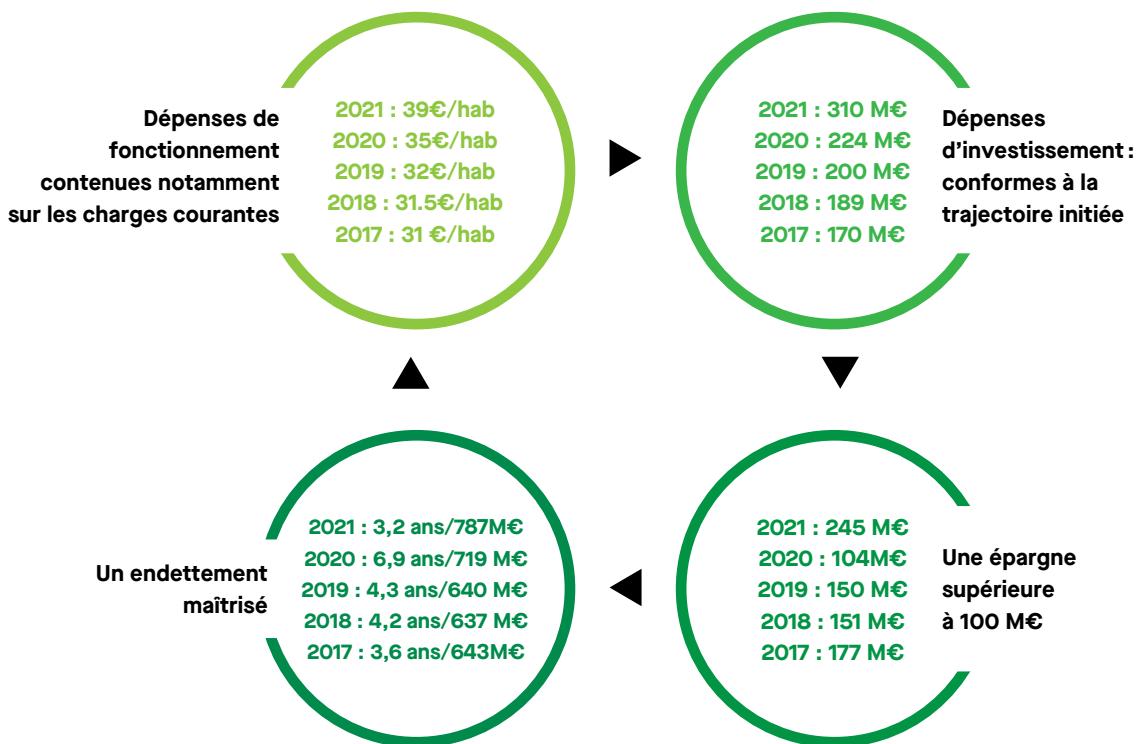
La Gironde responsable

Le Département a fait le choix de l'exemplarité et de la responsabilité, conscient que chacune des décisions de la collectivité, aujourd'hui, engage le devenir de la Gironde et de ses habitants. C'est vrai quand les élus votent le budget mais aussi lorsqu'il s'agit d'être à la hauteur des défis environnementaux qui se posent à notre société tout entière. Cet engagement repose sur des agentes et agents scrupuleux et professionnels, sur une juste valorisation des moyens.

- I. Un Département exemplaire**
- II. Un Département en première ligne face aux défis environnementaux**



Maîtriser ses finances, au service des politiques publiques



Compte administratif 2021 : équilibre financier

FONCTIONNEMENT

+	Recettes de fonctionnement (hors cession)
1821,5 M€	(+9,30 %)

-	Dépenses de fonctionnement
1548,5 M€	(+4,5 %)

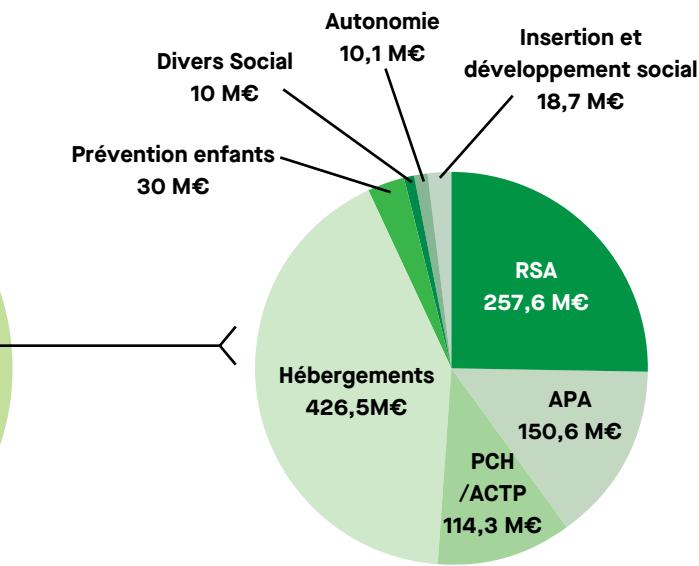
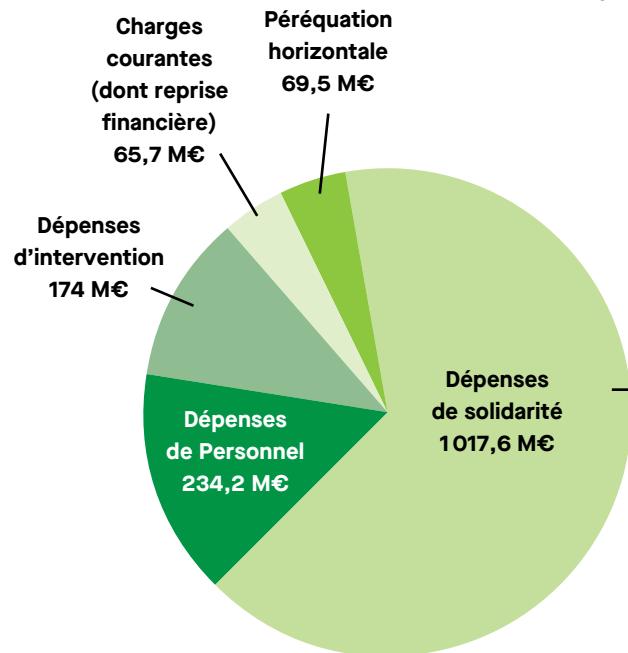
-	Frais financiers
13,2 M€	

INVESTISSEMENT

Recettes d'investissement (yc cessions)	48 M€	Remboursement du capital	52,5 M€
Emprunt	120 M€	Dépenses d'investissement	310 M€
Excédent de l'exercice	22 M€	Remboursement avance droits de mutation	28,4 M€

Dépenses de fonctionnement

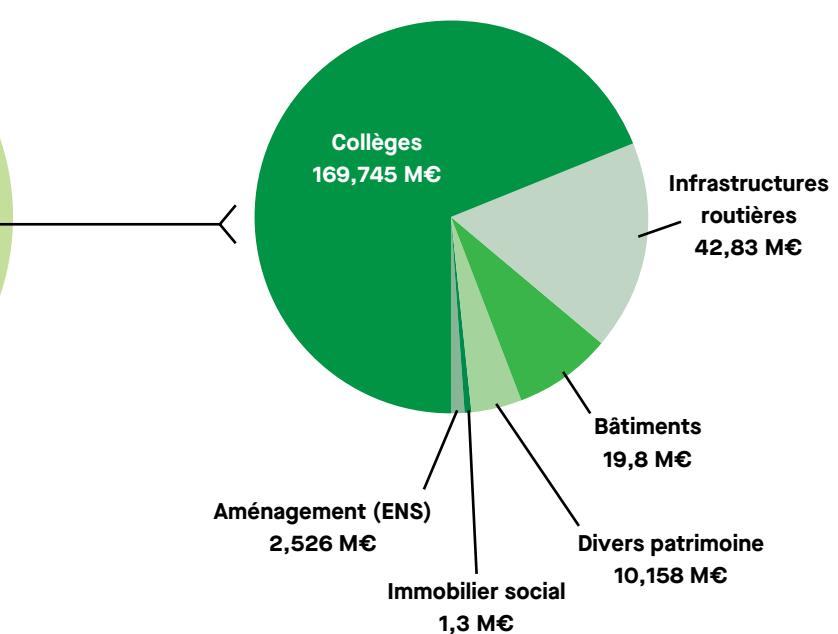
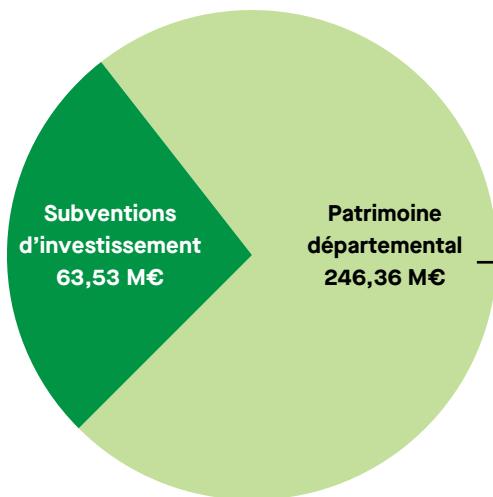
Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 1563 M€ hors intérêt de la dette d'un montant de 13,2 M€ en baisse de 2.6 %. Leur évolution s'établit en dessous de 1 % mais hors reprise financière Pacte de Cahors et dépenses exceptionnelles liées au COVID (35 M€), les dépenses de fonctionnement évoluent de 4.64 %. Les dépenses sociales atteignent 1017,6 M€ en progression de 2.6 % soit 26 M€.



Dépenses d'investissement

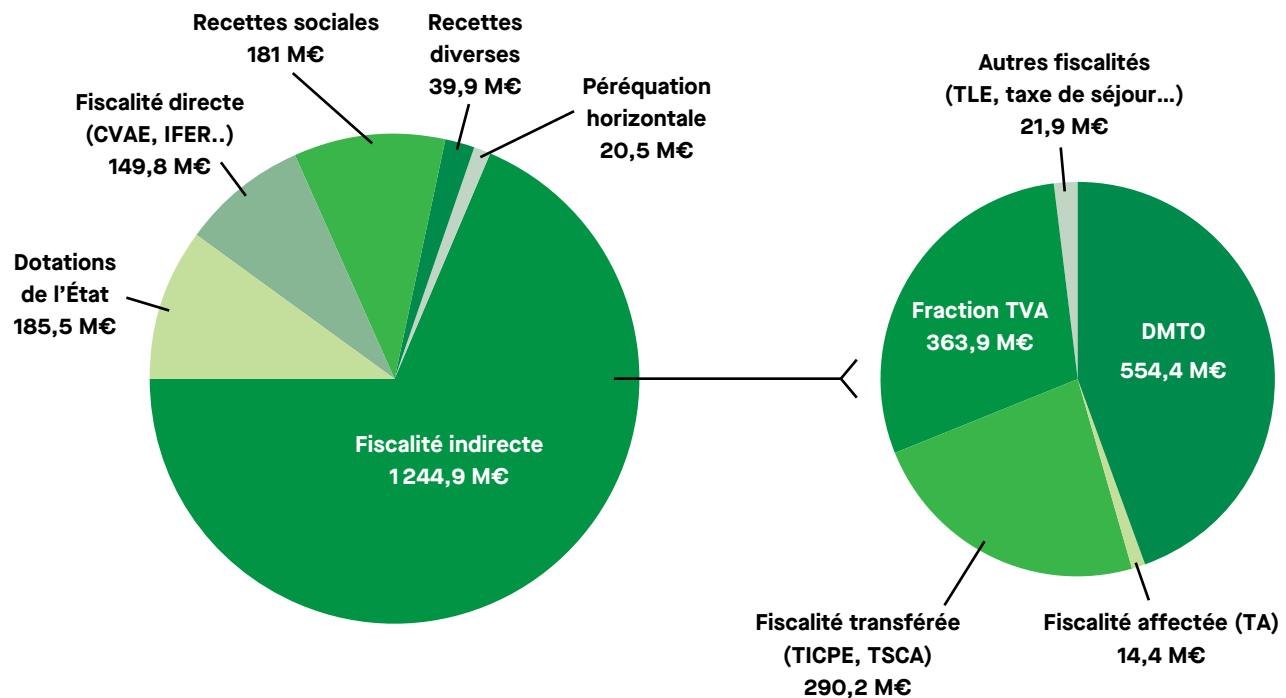
Avec 1164 M€ déjà investis par le Département depuis 2015, la Gironde s'est inscrite depuis plusieurs exercices dans une dynamique de soutien à l'économie locale et au développement d'un territoire qui accueille près de 20 000 Girondines et Girondins supplémentaires chaque année : ce sont près de 310 M€ qui s'ajoutent en 2021, soit 38 % de plus que 2020 (+86 M€).

Ce niveau d'investissement record représente une dépense de 196 €/hab à comparer à la moyenne des 6 dernières années qui s'élève à 122 €/hab.



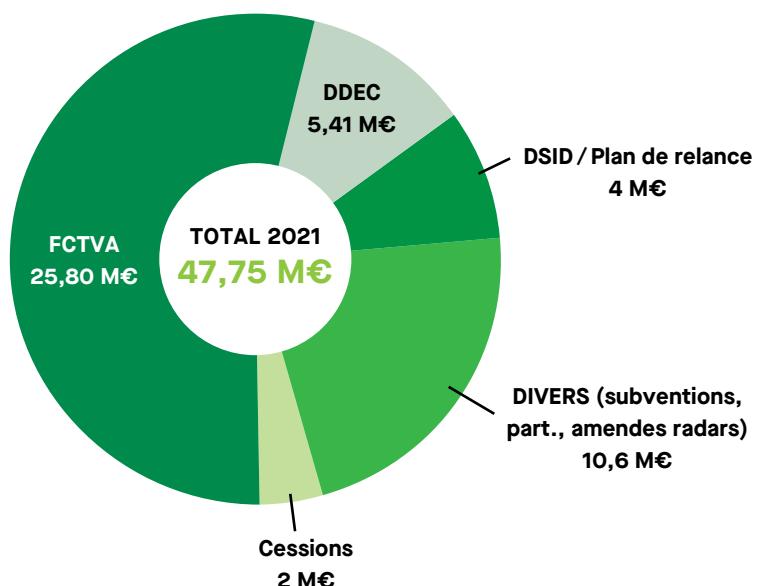
Recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 1 821,5 M€ en progression de 9,3 % soit +155 M€ dont la majeure partie de l'augmentation est la conséquence de la hausse record des DMTO de + 137 M€. Les DMTO ont atteint 554 M€ en 2021 et représentent la recette la plus importante loin devant la fraction TVA, 364 M€ qui est venue remplacer la Taxe sur le foncier bâti. La part des DMTO dans les recettes totales est passée de 20 % en 2015 à 30 % en 2021.



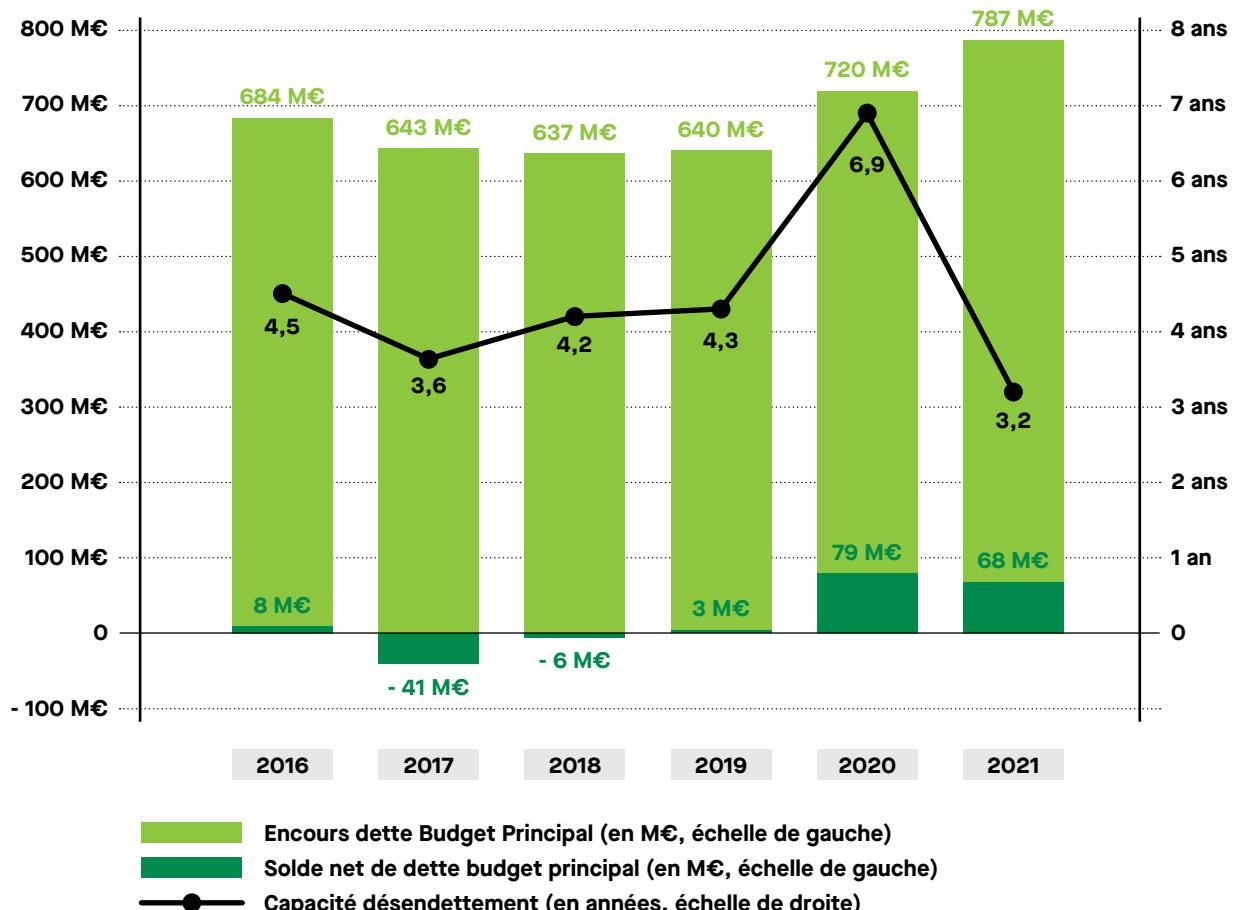
Recettes d'investissement

Les recettes d'investissement réalisées en 2021, hors cessions, progressent de 1 M€ par rapport à 2020 et s'établissent à 45,7 M€. En ajoutant les cessions d'immobilisation, les recettes totales restent stables à 47,7 M€. En dehors de ces montants, les recettes sont composées à plus de 50 % par le Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (25,8 M€) et pour 10,6 M€ de recettes issues de subventions ou participations.



Solde net de dette et capacité de désendettement

Le solde net de dette (hors budget annexe), différence entre le volume emprunté et le remboursement du capital, s'établit à +67M€, portant l'encours de dette de 719M€ à 787M€. La capacité de désendettement est en nette diminution à 3,2 années . Elle traduit la capacité pour le Département de rembourser toute sa dette en un peu plus de 3 ans si toute l'épargne y était consacrée. Les intérêts de la dette s'élèvent quant à eux à 13,2M€. Les choix de gestion réalisés depuis 2015 ont permis une baisse de 23 % des intérêts payés depuis 2015.



EXPLORATION DES COMPTES ADMINISTRATIFS DU DÉPARTEMENT

Les données des comptes administratifs sont disponibles en open data conformément à la loi pour une République numérique qui impose de nouvelles obligations aux collectivités publiques en matière de mise à disposition d'informations.

Pour accompagner la mise à disposition de l'ensemble des données financières entre 2016 et 2021 les élus, la Direction des

finances et la Direction des Systèmes d'information ont imaginé un outil de visualisation et d'exploration des données des comptes administratifs qui va très loin en matière de transparence financière.

Grâce à cet outil alimenté par les fichiers TOTEM, on découvre également les mécanismes de la construction du budget de la collectivité, la différence entre

une dépense de fonctionnement et une dépense d'investissement, la définition du mécanisme de péréquation verticale ou la présentation du budget par fonction (suivant la norme comptable M52).

Pour en savoir plus, rendez-vous sur : www.gironde.fr/un-budget-au-service-des-solidarites-humaine-et-territoriale



Responsabiliser ses actions

Dans un contexte où la responsabilité sociale et environnementale de notre institution s'impose comme une évidence, promouvoir une politique d'achat responsable est une priorité du Département.

CHIFFRES CLÉS

542
marchés attribués

298 868
heures d'insertion en
2021 selon la clause
sociale dans les
marchés

1^{er} département de France

À AVOIR MIS EN PLACE
UN COMITÉ DE DÉONTOLOGIE ÉLUS

Mise en place d'un comité de déontologie élus

La Gironde est le premier département de France à avoir mis en place un Comité de déontologie élus, jouant le rôle de référent déontologue des élus, pour les conseiller notamment en matière de prévention des conflits d'intérêt. En outre, la traçabilité du sens de vote des élus, permettant notamment d'enregistrer les déports de vote, a été améliorée par la mise en place du vote électronique en assemblée plénière.

Signature d'une charte partenariale pour la relance de l'économie girondine

Dès 2015, avec la charte de la commande publique au service de l'économie girondine, le Département a affirmé la commande publique comme un levier stratégique au service de l'action publique.

La politique achat du Département s'inscrit plus globalement dans la stratégie de « résilience territoriale » en contribuant aux actions suivantes :

- ▶ Inclure les personnes en situation de handicap dans une démarche Gironde 100 % inclusive
- ▶ Zéro plastique au sein du Département.
- ▶ Un patrimoine départemental 100 % résilient.

Tout au long de l'année 2021, dans un contexte de crise sanitaire toujours présente, le Service de la Commande Publique a agi à plusieurs niveaux pour continuer à répondre aux nouveaux besoins tout en mettant en œuvre la politique achat :

- ▶ Dialogue régulier avec le secteur économique et des concertations avec les Fédérations liées aux Bâtiment et Travaux Publics. Dans ce cadre, une charte partenariale pour la relance de l'économie girondine dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics a été signée au printemps 2021 entre les

Fédérations et le Département. Des réunions de suivi de la charte ont été organisées pendant l'année notamment sur la thématique de l'égalité femme/homme.

- ▶ Rencontre des clubs d'entreprises pour présenter la politique achat du Département.

Développement du volet économique et social

- ▶ Adhésion au RESAH centrale d'achat du milieu hospitalier
- ▶ Bilan du Schéma de Promotion des Achats Socialement et Écologiquement Responsables 2017-2021 réalisé pour préparer le renouvellement 2021-2022. Le nouveau schéma validé lors de la plénière de décembre 2021 fixe les ambitions suivantes :

① Systématiser les achats « compatibles » avec les objectifs de développement durable

② S'engager dans une démarche collective et responsable

③ Mesurer, évaluer et rendre compte de l'impact sociétal et environnemental.

- ▶ ESSpresso de septembre à décembre 2021: dans le cadre d'un partenariat, le Département de la Gironde, le Réseau 3AR et la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire Nouvelle Aquitaine (CRESS NA) ont organisé ces évènements. L'objectif est de créer du lien entre structures de l'ESS et collectivités. Pour le Département, il s'agit de mieux connaître l'offre afin de promouvoir et/ou recourir à ces structures dans nos marchés.
- ▶ En collaboration avec la mission ESS, 3AR, CRESS... plusieurs animations ou participations notamment : co-animation de l'atelier « Politique achat collège résilient » lors du séminaire de la direction des collèges ; Webinaire, « structurer sa démarche d'Achats Socialement et Écologiquement Responsables : le levier des SPASER » ESS France ; Intervention Webmatinale 3AR – RESECO « Évaluation et Indicateurs d'une politique d'achat durable » et Participation Journée réseau 3AR.



Mettre en valeur les moyens humains

Le Département a à cœur d'adapter les moyens humains pour accompagner les directions dans la conduite de nos politiques publiques. Il s'agit également d'offrir aux agentes et aux agents les conditions de travail qui leur permettent d'accomplir au mieux leurs missions.

CHIFFRES CLÉS

7 556
jours de formation

38 116
sollicitations de
l'accueil DRH en 1 an

3 390
agents ayant
télétravaillé au moins
une journée en 2021

L'évolution du télétravail

Suite à la crise sanitaire et aux nécessaires évolutions qu'elle a impliquées, le Département a mené une politique volontariste en faveur d'une évolution marquée du dispositif de télétravail. Il s'agit d'un dispositif d'abord managérial dans le cadre du dialogue manager/agent sur l'organisation des activités en lien avec les nécessités de service.

Deux phases importantes ont marqué ce passage :

- ▶ 01/09/2021 : Mise en application du Protocole 2021 qui avait été négocié en 2020 avec pour marqueurs l'avènement du télétravail à domicile hors période Covid, l'instauration de la modalité « jours flottants » et l'approche en termes d'activités télétravaillables et non plus de métiers.
- ▶ 13/12/2021 : Adoption d'un nouveau Protocole plus ouvert encore par délibération de l'assemblée plénière portant élargissement des modalités de télétravail avec notamment : l'inclusion des agents à temps partiel <80% (agents à 50 %, 60 %, 70 %), l'augmentation du nombre jours portant au maximum possible (3j/semaine), l'ouverture à plusieurs lieux possibles de télétravail à domicile.

Le vote d'un nouveau RIFSEEP

**12 millions
d'euros**

POUR VALORISER
LE RIFSEEP

Lundi 13 décembre 2021, pas moins de 12 millions d'euros ont été votés au budget 2022 pour revaloriser le RIFSEEP, le régime indemnitaire des agentes et agents, avec un double enjeu.

En premier lieu, le Département souhaitait que ses agent·e·s puissent bénéficier d'une **plus juste reconnaissance de leur engagement professionnel** dans des contextes de travail devenus parfois très complexes, et qu'ils puissent se projeter dans des déroulements de carrière plus intéressants au sein de la collectivité.

Au-delà, l'objectif clairement assumé est que le Département puisse **recruter plus facilement** et soit plus attractif du bassin d'emploi.

Cet enjeu d'attractivité est essentiel pour la collectivité au vu de la pyramide des âges. Les départs à la retraite au Département vont encore s'accélérer dans les prochaines années : il va falloir recruter en nombre alors que les candidatures se font déjà très rares sur différents métiers.

Un tel réajustement du régime indemnitaire est une tâche complexe, très précise. Il a donc été mené avec un maximum de concertation. Différents temps d'échange avec les organisations syndicales ont par ailleurs eu lieu durant ces mois de travail ; une réflexion commune en amont qui a permis un vote favorable à l'unanimité lors du Comité Technique du 25 novembre 2021.

Un renforcement du dispositif pour les managers

Le dispositif pour **mieux accueillir, mieux informer et mieux accompagner** les managers s'est encore étoffé cette année. L'heure d'échange managérial chaque mercredi sur les sujets d'actualité et en lien avec les projets stratégiques de la collectivité s'installe comme un rendez-vous très attendu de la part des managers. Le premier accueil des nouveaux managers de la collectivité est venu compléter la journée d'accueil des nouveaux arrivants. Cet accueil animé par les services de la DRH leur permet de disposer d'informations spécifiques pour faciliter leur prise de fonction.

La mise en place du dispositif SIRENE

Notre collectivité s'est engagée dans une lutte résolue contre toutes les formes de discriminations et de harcèlement au travail.

Un nouveau dispositif de signalement et de prise en charge a été créé en interne : le dispositif SIRENE.

Tous les signalements sont transmis à la cellule de recueil et de traitement SIRENE – positionnée à la Direction des Ressources Humaines – qui centralise, enregistre puis traite ces signalements et accompagne leurs auteurs.

Cette procédure vise un retour vers des conditions de travail normales et apaisées, l'objectif étant de rétablir et d'instaurer des relations professionnelles respectueuses et sereines.

Elle s'effectue avec la plus grande confidentialité et est adaptée à chaque situation. Elle vise à assurer à chaque agent et agent les mêmes garanties et est basée sur un principe de tolérance zéro vis-à-vis d'agissements qui n'ont pas leur place au sein des services départementaux.

Elle s'intègre dans le plan départemental en faveur de la Diversité et de l'Egalité.

Formations à l'éco-conduite

Les Directions des Infrastructures et du Patrimoine ont proposé des formations à l'éco-conduite aux agents qui effectuent le plus grand nombre de kilomètres. L'objectif est bien évidemment de réduire la consommation de carburant et donc l'empreinte carbone de la collectivité.



Modernisation des outils numériques

La Direction des Systèmes Informatiques et Numériques a déployé la Suite Microsoft 365 à l'ensemble des agents de la collectivité afin de servir la collaboration, la mobilité et l'interactivité.



Préserver les espaces naturels et promouvoir la biodiversité

Le Département promeut et protège l'existant pour mieux préparer l'avenir. Il gère les Espaces Naturels Sensibles et préserve l'environnement (biodiversité, paysage, littoral, milieux aquatiques et zones humides...)

CHIFFRES CLÉS

54

Clubs Nature Gironde (CNG) répartis sur le territoire girondin fréquentés par 1171 jeunes

7 500

personnes accueillies au relais nature d'Hostens

728

animations proposées par les guides naturalistes du Département au Domaine de Certes et Graveyron avec 5 307 participants

Ouverture au public des bains de forêt – Lancement de la stratégie « Nature et Santé »

La forêt, élément clé du patrimoine naturel girondin est largement reconnue pour ses principales fonctions sociale, écologique, économique. En s'engageant dans une stratégie Nature et Santé, le Département de la Gironde marque un positionnement fort et ambitieux, inédit en France, faisant de la pratique des bains de forêt un support unique de sensibilisation à l'environnement et d'accompagnement de tous les publics vers le mieux-être.

En 2021, plus de 1000 personnes ont été accueillies (groupes de 10 personnes maximum) à Hostens, secteur lac du Bousquey, parcours certifié Shinrin Yoku.

5 guides internes formés à la pratique du Shinrin Yoku qui assurent également un accompagnement spécifique pour des groupes constitués : collégiens, patients de deux hôpitaux psychiatriques girondins, séminaires

8 communes

LAURÉATES DE MOINS DE 10 000 HABITANTS POUR UN MONTANT TOTAL DE PROJETS DE

654 786 €

Créer des trames vertes arborées dans les communes rurales girondines

Pour répondre aux enjeux de développement de la biodiversité en milieu urbain, de lutte contre les îlots de chaleur et d'accroissement général de la qualité de vie, le Département de la Gironde a souhaité soutenir et favoriser des opérations de création de trames vertes arborées et d'espaces boisés structurants.

Des bords de route plus respectueux de l'environnement

Dans le cadre des actions engagées par le Département en matière de développement durable et de résilience territoriale, les élus ont approuvé le Document d'Organisation des Dépendances Vertes (DODV) qui définit la politique départementale d'entretien des bords de route.

Ce document a pour objectif d'accélérer l'évolution des pratiques vers une approche environnementale au travers de la mise en place d'un fauchage raisonnable prenant en compte la flore et la faune des bords de routes (gestion des plantes protégées ou invasives, les polliniseurs).

GIRONDE TOURISME

Gironde tourisme, c'est l'agence de développement touristique de la Gironde, dont l'objectif est d'assurer un développement équilibré et harmonieux du tourisme sur toute la Gironde et toute l'année.

Elle est organisée autour de deux grandes missions :

► **Un centre de ressources** pour les professionnels du tourisme et tous les territoires girondins : veille, marketing, travail de réseau, événementiel BtoB, relations publiques et presse, promotion des filières, attractivité du territoire par l'accueil de tournages cinématographiques, sensibilisation, mutualisation, observatoire touristique, représentation dans les grandes instances touristiques locales et nationales.

► **Un service de communication et de promotion touristique** en direction des visiteurs locaux, nationaux et internationaux via des axes forts très marqués, comme l'accessibilité, la durabilité et la mobilité douce et 4 thématiques identitaires du département : le vélo, le patrimoine, le vignoble et l'écotourisme. Pour communiquer, l'agence dispose de 8 comptes grand public et professionnels sur les réseaux sociaux (Instagram, Facebook, LinkedIn), de 4 sites internet. Elle édite de façon 100 % internalisée ses publications et organise des événements, tout autant qu'elle participe aux grands événements de la destination Gironde.

Pour en savoir plus : www.gironde-tourisme.fr

CAUE

En 2021, le **Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de la Gironde (CAUE)** est intervenu auprès de 256 communes et 41 EPCI. Les conseillers du CAUE (urbanistes, paysagistes, architectes, juriste et ingénieur écologue) accomplissent leurs missions pour la préservation du cadre de vie, de l'architecture, de l'urbanisme mais aussi de l'environnement auprès de différents publics.

Il intéresse les particuliers dans le secteur de l'architecture, de l'urbanisme et du paysage pour tout projet d'aménagement. Il touche les collectivités locales pour le bâti, les espaces publics, l'urbanisme, le paysage et l'environnement.

Le CAUE conduit aussi des missions de formation et d'information destinées aux élus et aux services techniques lors de l'élaboration de différents projets (14 sessions de formation cette année pour 221 participants dont 190 élus). Le CAUE met en place des actions de sensibilisation du grand public et des scolaires sur les thèmes de l'architecture et du paysage, mais aussi la réglementation et les techniques de construction.



Valoriser les ressources

Le Département œuvre en faveur de la prévention des risques et de la préservation des ressources naturelles, au premier rang desquelles l'eau.

CHIFFRES CLÉS

255
stations d'épuration suivies

80
services de réseaux d'eau potable suivis

728
services publics d'eau potable et d'assainissement

Ingénierie de l'eau

Le Département, en lien avec l'Agence de l'Eau, est le partenaire privilégié des collectivités, maîtres d'ouvrage dans le domaine de l'eau. Il intervient, en matière d'ingénierie et d'assistance technique dans le cadre de la réalisation de leurs projets d'assainissement collectif et non collectif, de l'optimisation du fonctionnement de leurs services publics d'eau potable et d'assainissement des eaux usées et de l'amélioration de la gestion des eaux superficielles et souterraines.

Cela s'est traduit en 2021 par un renforcement du suivi du fonctionnement **des stations d'épuration (255 unités)**, **des réseaux d'eau potable (80 services suivis)** et **des milieux superficiels (suivi de l'impact des rejets des stations d'épuration dans les milieux)**, par une assistance à la gestion et à la délégation de ces services publics de l'eau (**60 services publics d'eau potable et d'assainissement**), par une assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'études diagnostiques ou pour des projets structurants. Le Département a également accompagné la mise en œuvre des études de fusions et de transferts de compétences des services publics d'eau potable et d'assainissement (Lois NOTRe et Ferrand).

Appels à projets « innovation et résilience des territoires face aux risques »

À travers son Plan Département des Risques, le Département contribue à informer, sensibiliser et prévenir sur les risques, développer la culture du risque, réduire la vulnérabilité face à des catastrophes ou des accidents et se préparer à gérer les crises.

Les actions sont mises en œuvre sur les enjeux et missions du Département (routes, bâtiments, collèges, espaces naturels sensibles, ...). Elles s'adressent aussi aux collectivités de Gironde pour les aider à optimiser leurs propres actions à travers l'assistance technique sur le risque inondation et la gestion de crise

5 collectivités accompagnées

FACE AUX RISQUES
EN 2021

notamment. Les communes et leurs EPCI bénéficient d'une assistance à maîtrise d'ouvrage leur permettant d'être accompagnés de la définition des besoins, à la rédaction des marchés jusqu'au suivi de l'exécution des opérations de travaux.

Grâce à l'appel à projets « innovation et résilience des territoires face aux risques », le Département accompagne, en 2021, 5 collectivités qui réalisent des investissements les préparant à faire face aux risques et à améliorer leur capacité d'adaptation ; il s'agit des communes de Langoiran, Saint-Loubès, Cestas, Castelnau-de-Médoc et Saint-Christoly-de-Médoc.

Actions de prospective du Comité départemental de l'eau

La réalisation du schéma stratégique de l'eau potable en Gironde devrait permettre d'amener une vision à court et moyen termes des usages et pressions sur la ressource en eau dans le département. Dans ce cadre ont été livrés en 2021 l'état des lieux et le diagnostic des services d'eau potable en Gironde.

Les membres du Comité départemental de l'eau (CDE) réunis le 24 novembre 2021 ont validé 4 actions prioritaires à conduire dès 2022 :

- ▶ **l'élaboration d'un atlas/ portail numérique de l'eau en Gironde**
- ▶ **une prospective d'impact du changement climatique sur l'eau en Gironde**
- ▶ **un programme de sensibilisation des élus sur l'eau**
- ▶ **une étude sur l'évolution du modèle agricole pour l'usage de l'eau.**

Pour chaque action, des référents se sont portés volontaires au sein du CDE pour engager leur élaboration.

LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES (LDA33)

Le Laboratoire Départemental d'Analyses (LDA33), service du Département de la Gironde, est un des acteurs essentiels de la politique publique de sécurité sanitaire sur le territoire.

Sa cinquantaine d'agents intervient dans les domaines de l'hygiène alimentaire, l'hydrologie et l'environnement, la santé animale, la santé végétale, l'audit et la formation et produit 350 000 résultats.

Les missions prioritaires telles que le contrôle sanitaire des eaux, la surveillance en restauration collective et toxi-infections alimentaires, la surveillance sanitaire des zones conchyliologiques, la prévention des crises sanitaires animales et végétales sont assurées pour l'Agence Régionale de Santé, la Direction Départementale de la Protection de Populations, les collectivités et les services internes du Département.

L'organisation du LDA33 s'adapte avec un service fonctions supports et un service technique au plus près des exigences des accréditations COFRAC (comité français d'accréditation) pour des résultats de qualité dans le respect des délais.

Le système d'astreinte permet une réactivité sur tout le territoire en cas d'évènement sanitaire.

Actuellement implanté sur 3 sites (Pessac, Villenave d'Ornon et Mériadeck) la prochaine étape est basée sur le projet de reconstruction pour un bâtiment moderne et ergonomique.

LE SDIS

Cette année encore, le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Gironde a dû faire face à une sollicitation importante et ce, dans un contexte sanitaire inédit. En tant qu'établissement public départemental, le SDIS a pour vocation d'assurer la protection des personnes et des biens contre tous les types d'accidents, de sinistres et de catastrophes. En 2021, 145 370 interventions ont été réalisées par les sapeurs-pompiers.

L'activité de secours à la personne reste prépondérante avec 119 325 opérations, représentant 82,8 % de l'activité totale. 6 604 incendies ont été combattus dont 275 feux de forêts (423 ha de superficie brûlée). Les sapeurs-pompiers de la Gironde sont intervenus pour 6 885 accidents de la circulation.



Gérer durablement le patrimoine

Le Département gère, construit, restructure et maintient le patrimoine bâti et non bâti appartenant à la collectivité, dans le respect des enjeux environnementaux et en veillant à une meilleure accessibilité aux personnes en situation de handicap.

CHIFFRES CLÉS

1 118

bâtiments, 550 sites
dont 463 en propriété,
1,059 million de m²
de bâti et 4 122 ha de
foncier

255

opérations de
réhabilitation, de
grosses maintenances
et/ou aménagements
en études ou en cours

436

véhicules automobiles
dont 70 électriques
et 3 hybrides

Evolution des conditions de travail pour mieux servir les utilisateurs

Un nouvel atelier technique départemental a été livré en juin 2021 en remplacement des ateliers « d'Arlac ». D'une surface de 2 080 m², il se situe dans la zone industrielle de Canéjan. Ce centre technique départemental dispose de nombreux ateliers (une menuiserie de 700 m², une serrurerie, une métallerie de 200 m², un magasin de 500 m²) et des bureaux pour les agents responsables des ateliers. Il est donc le lieu central pour tous les corps de métiers en charge de la maintenance des bâtiments du Département.

Des outils pour améliorer le service rendu et le travail des équipes de la direction

La mise en place du **BIM (Building Information – Model, Modeling, Management)** s'est poursuivie. Cette technique permet de mettre au point des postes de travail en associant plus finement les futurs utilisateurs à la conception de leurs futures conditions de travail. Le BIM est donc un processus par lequel sont créées, enrichies, maintenues et exploitées toutes les données nécessaires à la construction/réhabilitation d'un bâtiment mais aussi capable de couvrir l'ensemble des étapes composant le cycle de vie du bâtiment construit/réhabilité.

Cette méthodologie sera expérimentée dans le cas de l'opération liée à la restructuration de la Tour Aquitaine.



Poursuite de la mise en œuvre de l'aménagement du domaine de Nodris

Ce projet concentre des enjeux importants pour l'Institution : équipe projet agile, multi-directions et transversalité, projet hybride et innovant nourri d'une phase de concertation locale, mise en œuvre dans un calendrier soutenu, nouvelles ressources pour le territoire avec l'ouverture de nouveaux espaces.

Une première phase dont l'objet était la préservation du patrimoine bâti existant a été réalisée.

Une seconde phase consistera à mettre en œuvre un volet agricole étoffé (création d'une chèvrerie, d'un bâtiment maraîchage) ainsi que des réseaux connexes (voie, fibre, adduction d'eau). Cette seconde phase est en étude.

La transition énergétique comme fil rouge de la gestion patrimoniale

Via le contrat de développement territorial signé avec l'ADEME, ce sont 8,10 M€ qui ont été débloqués en faveur des collectivités pour des projets d'énergies renouvelables thermiques. 33 projets EnR thermiques ont été engagés, représentant 28 GWh.

DISPOSITIF SANTé (SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT NOVATEUR À LA TRANSITION ENERGÉTIQUE)

Le lancement du dispositif SANTé (Service d'Accompagnement Novateur à la Transition Energétique) pour :

- ▶ Favoriser le taux de passage à l'acte dans la rénovation énergétique
- ▶ Encourager les mutualisations entre acteurs et collectivités
- ▶ Inciter les collectivités à déployer des stratégies pour rénover leur patrimoine

Sélection au travers d'un appel à manifestation d'intérêt local de 20 EPHAD publics de Gironde qui seront accompagnés dans une rénovation complète et ambitieuse de leurs bâtiments d'ici 2023.

Ambitions du dispositif

- ▶ Déployer une ingénierie territoriale partagée experte en génie thermique et énergétique ainsi qu'en montage administratif, juridique et financier d'opérations
- ▶ Faciliter l'amélioration de la performance énergétique des EHPAD

Objectifs

- ▶ Réduire le poids de l'énergie dans les coûts journées
- ▶ Améliorer le confort thermique des résidents
- ▶ Respecter les obligations du décret tertiaire

20 EHPAD de Gironde ont été accompagnés dans leur projet de rénovation énergétique dans le cadre du dispositif SANTé.

solutions solidares

2^e édition



La Gironde citoyenne

Les politiques ne sauraient se bâtir de façon pyramidale, verticale comme s'il était possible d'ignorer la désaffection des électrices et des électeurs, chaque fois plus forte lors des consultations, qu'elles soient locales ou nationales. Le Département entend favoriser la participation citoyenne, l'investissement dans les décisions qui touchent chacune, chacun. Budget participatif, sensibilisation aux enjeux qui font sens commun, amélioration de l'accès aux services publics, encouragement aux pratiques sportives et culturelles, tout doit contribuer à rendre concrète une citoyenneté authentiquement girondine.



Favoriser la participation citoyenne

Le Département s'engage pour encourager, valoriser et développer la capacité d'agir des Girondines et des Girondins, ainsi que l'accès à la citoyenneté.

Budget participatif : les projets débutent !

Le Département de la Gironde a lancé son premier budget participatif en 2020 dans le cadre de sa stratégie d'anticipation et d'adaptation aux changements environnementaux et sociaux.

L'année 2021 est l'année de réalisation des projets. **Ainsi, 48 projets ont été approuvés lors des commissions permanentes de 2021 (pour un montant de 664 141 €).**

La clôture des Labo'Mobiles

La démarche Labo'Mobiles propose un appui aux collectifs d'acteurs girondins porteurs de projets de transformation sociale, écologique et démocratique.

Clôturée en décembre 2021, la deuxième édition des Labo'Mobiles a révélé trois projets soulevant des enjeux sociaux divers et porteurs de transformations profondes :

- ▶ **Osons les derniers Jours Heureux**: projet de création d'une fabrique territoriale des derniers jours heureux dans le Sud Gironde, qui porte un objectif de 100 % de choix en fin de vie ;
- ▶ **La MAMMO** : projet d'expérimentation d'un assainissement écologique, visant une gestion 100 % circulaire des excreta ;
- ▶ **Le Labo Citoyen de la Transition** : pour 100 % de décisions citoyennes au service de la transition à Saint-Médard-en-Jalles.

Au-delà de l'appui aux consortiums sur la structuration de leur collectif et l'écriture de leur feuille de route, la démarche Labo'mobiles, coordonnée par la Mission Agenda 21 et la Scop d'innovation sociale Elyx s'inscrit dans un projet de recherche et développement ayant vocation à produire de la connaissance sur l'appui et l'émergence des dynamiques de transformation sociétale à la hauteur des enjeux.

Le Conseil Départemental des Jeunes

En 2020-2021, ce sont 92 collèges qui ont participé à l'élection du Conseil départemental avec 184 jeunes élues et élus. Cette session a été largement affectée par la crise sanitaire, puisque la totalité des séances se sont déroulées en visioconférence. Malgré cela, le travail dans les 10 commissions a pu être mené et des projets ont pu être proposés et présentés lors de la séance de clôture et diffusés ensuite dans tous les établissements scolaires.

Pour la première fois, des animations citoyennes autour des projets réalisés ultérieurement dans le cadre du Conseil départemental des jeunes (commission lutte contre les discriminations, égalité filles garçons...) ont pu être déployées dans les collèges de Monségur, Coutras, Saint-Ciers-sur-Gironde, Hourtin et La Réole avec l'appui des associations Remue-Meninges, Boulevard des potes, la Ligue de l'enseignement, les Petits débrouillards, ALIFS.

BUDGET PARTICIPATIF: 3 PROJETS DONT LA RÉALISATION A COMMENCÉ EN 2021

Le projet « La Boucle - Lieu de vie dédié au réemploi et à la réparation » est lauréat de la 1^{re} édition du Budget Participatif Girondin, totalisant 3 121 points, pour un montant d'aide de 20 000 €. Il a été déposé à l'initiative de Clémence Belloir. Ce projet a été approuvé lors de la commission permanente du 8 février 2021.

La Boucle est un lieu de vie associatif et collaboratif pour tout ce qui touche au réemploi et à la réparation, basé à Bègles. Ce projet prévoit des services, des événements et des rencontres pour réunir toutes les initiatives au service d'une consommation plus durable.

Dans La Boucle, 4 espaces sont prévus, ouverts à tous :

- ▶ la recyclerie : collecte, valorisation et revente des objets de seconde main à prix solidaire, pour une consommation plus consciente.
- ▶ l'atelier réparation : apprendre ensemble comment réparer les objets du quotidien (électroménager, textile, mobilier).
- ▶ le café cantine : café, déjeuner, pour travailler ensemble mais aussi pour des événements, expos ou spectacles.
- ▶ les ateliers participatifs : découverte de nouvelles façons de faire et facilitation du passage à l'action.

Le projet « Pas de freins à la mobilité » est lauréat de la 1^{re} édition du Budget Participatif Girondin, totalisant 1230 points et 318 votants pour un montant d'aide de 16 836 €. Il a été déposé à l'initiative de Baptiste Tauzin. Ce projet a été approuvé lors de la commission permanente du 12 avril 2021.

Le projet lauréat porte sur la création d'un parc de gestion de 6 vélos électriques et 2 scooters électriques (avec tout le matériel de protection : gants, casques, gilets...) en s'appuyant sur l'Espace de Vie Sociale du CVLV Pôle Social Rural (association d'éducation populaire basée à Verdelaïs) avec ses moyens d'accueil, de stockage et de gestion.

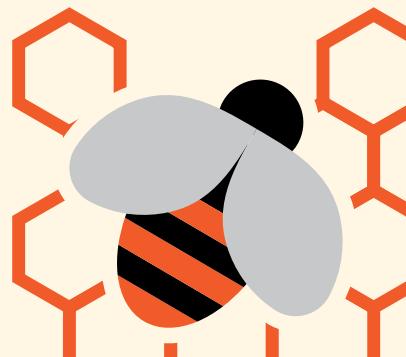
La section jeunesse du CVLV Pôle Social Rural serait en charge de l'organisation du planning de réservation, de priorisation et de logistique d'un tel projet.

Une remorque pour porter les vélos est également prévue à l'achat afin de faire des projets longues distances/ itinérance avec les jeunes.

Ce projet se veut accessible à tous sans distinction et surtout facilitateur de la rencontre des jeunes entre eux.

Le projet « Les Herbes Folles, jardins potagers partagés » est lauréat de la 1^{re} édition du Budget Participatif Girondin, totalisant 1860 points et 511 votants pour un montant d'aide de 7 041 €. Il a été déposé à l'initiative de Mathurin Plantanida. Ce projet a été approuvé lors de la commission permanente du 1^{er} décembre 2021.

Dans le cadre de son association « Les Herbes folles », créée pour porter le projet, le collégien veut mettre sur pied un potager partagé à Moulis-en-Médoc. Propriétaire du terrain, la Mairie a donné son accord afin de le concrétiser. Une vingtaine de familles serait d'ores et déjà intéressée. L'objectif du jeune homme est de rassembler tous les âges, dans un fonctionnement souple où chacun trouvera sa place en fonction de son appétence et de sa disponibilité.





Encourager toutes les pratiques sportives

Le Département développe et promeut le sport à travers toutes ses composantes en favorisant une cohérence et un équilibre territorial. Son action vise à permettre un accès de qualité aux activités physiques et sportives en portant un regard attentif aux projets intégrant des dimensions sociales, éducatives et inclusives.

CHIFFRES CLÉS

825

clubs accompagnés pour un montant de 2,5 M€ dont 160 clubs labellisés « valide-handicapé pour une pratique sportive partagée » favorisant l'inclusion des personnes en situation de handicap

27

équipements sportifs communaux accompagnés financièrement (dont 8 mis à disposition des collégiens et 5 piscines)

29

postes d'éducateurs sportifs financés dont 5 au titre de l'insertion par l'emploi sportif

200 000

participants à CAP33 et 558 jeunes qui ont bénéficié d'Objectif Nage



La dynamique de soutien aux « grands événements sportifs »

Le Département s'engage en 2021 à soutenir de « grands événements sportifs » se déroulant en Gironde avec notamment le passage du Tour de France en Sud Gironde et dans le Libournais, la labellisation « Terre de Jeux » du Département en lien avec l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 et la signature d'une convention de partenariat avec le GIP 2023, organisateur de la Coupe du Monde Rugby à XV en 2023.

CAP33 CAMPUS

Dans le contexte de crise sanitaire ayant fragilisé la situation et la santé des étudiants, le Département organise un CAP33 CAMPUS visant à proposer des activités sportives et de bien-être encadrées par 7 comités sportifs, deux fois par semaine en mai et juin, sur les espaces sportifs universitaires.

Partenariat avec l'IFAIID pour le développement du DLA en Gironde

Le Département engage un partenariat avec l'IFAIID (Institut de Formation et d'Appui aux Initiatives de Développement) pour le développement du DLA en Gironde (Dispositif Local d'Accompagnement) au titre des politiques vie associative et sportive (en complément des interventions au titre des politiques culturelles et de développement social) afin de proposer aux associations girondines un outil d'accompagnement en période de sortie de crise sanitaire (modèles économiques, renforcement du lien avec les adhérents, gouvernance, mutualisations, transition digitale etc...)

LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT MAÎTRISÉ DES SPORTS DE NATURE ET DOMAINES DÉPARTEMENTAUX DE LOISIRS

Le Département concourt à l'ouverture d'Espaces, Sites et Itinéraires (ESI) en garantissant les conditions de pratique et la pérennité de ces derniers. Il s'agit de garantir un développement maîtrisé des pratiques sportives, respectueux de l'environnement et de la préservation des milieux, mais également d'aider à la gestion de conflits d'usage et au respect du droit à la propriété privée.

Pour ce faire, la collectivité valorise de façon responsable les

ESI en prenant en compte l'axe touristique, culturel, patrimonial et environnemental. Elle facilite l'intégration des sports de nature dans la pratique sportive scolaire et hors temps scolaire, notamment en proposant aux Girondines et aux Girondins des lieux d'activités de loisirs sportifs (pratiques sportives de nature), environnementaux et touristiques accessibles, populaires et solidaires (Hostens et Blasimon).

Elle contribue enfin à la dynamisation de ces

territoires par l'organisation de manifestations de sport de nature réalisées dans une logique partenariale avec des structures associatives locales ou des têtes de réseaux du mouvement sportif girondin.

Malgré le contexte sanitaire et l'annulation de nombreuses manifestations sportives, les Domaines Départementaux de Loisirs d'Hostens et Blasimon ont enregistré près de 200 000 visiteurs en 2021.





Sensibiliser aux enjeux d'aujourd'hui et de demain

Parce que demain se prépare aujourd'hui, le Département contribue à proposer des pistes de réflexion et à élaborer les solutions pour un futur désirable.

CHIFFRES CLÉS

170

collectes de déchets organisées par Surfrider avec le soutien du Département : **5100 participants** mobilisés

89

projets d'éducation à l'environnement développés dans les collèges (Billets Courant Vert), soit **835 interventions** en classe, sur les ENS départementaux, locaux et autres sites naturels

6 000

collégiens sensibilisés biodiversité, déchets, eau, énergie, climat

Festival « D'un monde à l'autre... prêt pour l'après ? » organisé au Domaine de Certes et Graveyron du 2 au 17 octobre 2021

Des animations, des conférences, des spectacles... pour renforcer la prise de conscience des problématiques environnementales et engager une réflexion sur l'impact de l'Humain sur le vivant.

- **2271** personnes accueillies dont 305 scolaires

Un serious game gestion de crise pour les collégiennes et les collégiens

À La Réole, Monségur et Floirac, des collégiens ont dû lutter contre une inondation dans un atelier d'immersion. Le Département a en effet déployé le serious game « cit'in crises » auprès de 150 collégiens qui ont participé à la simulation de la gestion communale d'une crise « inondation ».



Les objectifs de développement durable : anticiper les bouleversements globaux

Dans le cadre de son Agenda 2030, le Département de la Gironde a accueilli le 9 décembre 2021 l'étape Sud Aquitaine du **Tour de France des ODD** (objectifs de développement durable) en partenariat avec le Comité 21 et SoCoopération. Les ambitions de ce programme sont de créer des partenariats multi-acteurs autour de rencontres, débats et ateliers thématiques, de favoriser une appropriation des Objectifs de développement durable et d'inciter les collaborations. Il s'agit de s'inspirer de réalisations innovantes déjà à l'œuvre dans les territoires et en faire le socle de la déclinaison locale de l'Agenda 2030.

Entièrement en ligne, cause COVID, l'événement du 9 décembre a réuni 150 personnes sur les tables rondes et ateliers.

Parallèlement à cet événement, LaBase a tenu sur l'année 22 ateliers pour permettre aux agents et acteurs locaux de se saisir globalement des enjeux écologiques et sociétaux mondiaux et, pratiquement, d'intégrer les ODD dans leurs projets et actions concrètes.

SOLUTIONS SOLIDAIRES

La 3^e édition de solutions solidaires, les 2 et 3 février 2021, est intervenue dans un contexte mondial sanitaire, économique et social sans précédent qui révèle de manière exacerbée toutes les fragilités de notre pacte social, et la nécessité de tracer vite des voies nouvelles. Il est urgent d'agir, pour mieux accompagner celles et ceux qui doivent l'être, et transformer ce qui doit l'être.

Avec l'ensemble des organismes et départements partenaires, « SolSol »

se fixe une exigence : inventer les solidarités nouvelles dont nous avons tous besoin.

En plus des conférences, tables rondes, ateliers, débats et témoignages, un baromètre solutions solidaires inédit, réalisé par l'IFOP, a été présenté : reflet des personnes et des territoires, il a vocation à établir un état des lieux annuel des solidarités en devenir.





Améliorer l'information et l'accessibilité des services publics

Le Département œuvre en faveur de l'accessibilité des services pour toutes les Girondines et tous les Girondins. Il cherche à améliorer continuellement la qualité des prestations réalisées pour l'accueil des usagers sur l'ensemble des canaux : accueil physique, accueil téléphonique, traitement des correspondances (papier, numérique).

CHIFFRES CLÉS

21 794
usagers reçus sur les banques
d'accueil de Mériadeck

250 874
appels téléphoniques traités

11 300
mails traités via le formulaire
gironde.fr

Le Département primé par le baromètre AFNOR



Le département de la Gironde atteint la deuxième place sur 57 au sein de la catégorie « hôtel départemental » du Baromètre AFNOR expérience citoyen 2021. Ce dernier mesure chaque année la qualité de l'accueil et de la relation aux usagers sur l'ensemble des canaux (physique, téléphonique, courrier, mail, site Internet et réseaux sociaux).

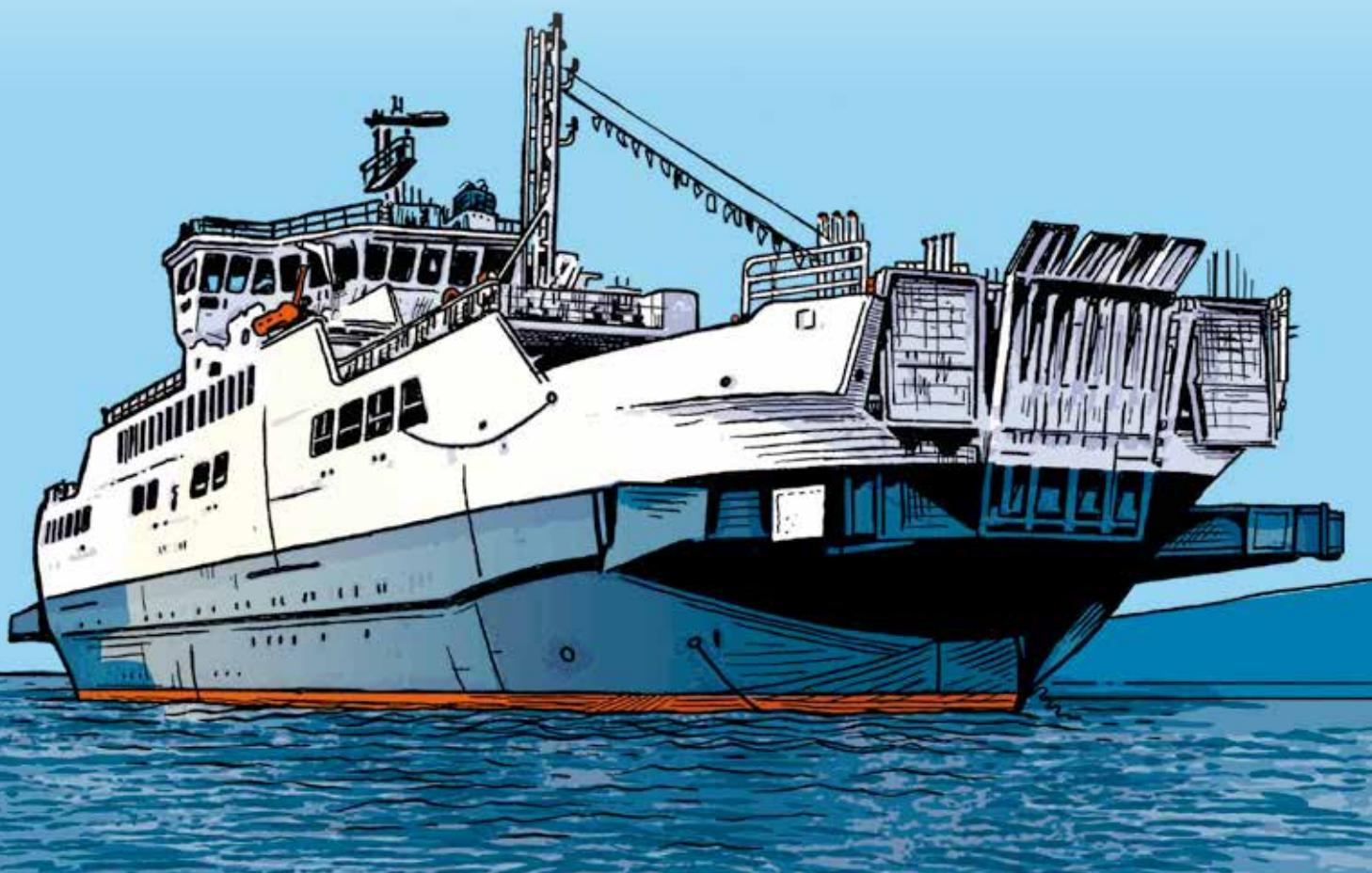
L'ensemble des pôles territoriaux de solidarité reliés à la plateforme téléphonique

Mise en service de la plateforme d'accueil téléphonique territorialisée sur le pôle des Hauts-de-Garonne le 20 janvier 2021. Désormais le maillage est finalisé et les usagers des 9 pôles territoriaux de solidarité bénéficient du même dispositif d'accueil téléphonique, structuré et de suivi à l'aide d'indicateurs quantitatifs publiés dans le système d'exploitation de données DigDash.



Projet « Billettique et information voyageurs des bacs de Gironde »

En 2021, le Service Europe et International de la Direction des Coopérations et du Développement Territorial a accompagné la Direction des Transports Maritimes Départementaux dans le dépôt d'un projet européen au titre du FEDER 2014-2020. Ce projet a pour objectif de mettre en place un système de billettique et d'information des voyageurs qui va permettre aux usagers des bacs girondins l'accès à une billettique numérique, avec notamment la possibilité d'acheter des titres, de recharger les cartes multiples, de gérer les abonnements en cours... Le projet intègre un système d'information des usagers du bac, avec un système simple et performant interconnecté avec le système d'information multimodale de la Région Nouvelle-Aquitaine. Ce projet d'un montant total de 933 650 €HT bénéficiera d'une aide FEDER estimée à 596 100 € soit 63.85 % maximum du coût total éligible.



Département de la Gironde

1, esplanade Charles-de-Gaulle
CS 71223
33074 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 56 99 33 33

Fax : 05 56 24 93 49

mail : gironde.fr/contact

gironde.fr

Suivez-nous sur les réseaux sociaux :

